

**ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT
THARREAU-INDUSTRIES 2009**

SOMMAIRE

A - EVENEMENTS PRINCIPAUX DE L'EXERCICE

B – PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

C - INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

- BILAN ACTIF

- BILAN PASSIF

D - INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DU RESULTAT

E - ENGAGEMENTS

FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE

A – EVENEMENTS PRINCIPAUX DE L'EXERCICE

Après avoir connu un début d'année difficile lié à la crise économique, les mesures prises pour le secteur Automobile " Prime à la Casse" ont limité la baisse du Chiffre d'Affaires à 9%.

La société s'est vu notifier les conclusions de l'enquête douanière concernant les importations de fibres hors Europe. Après examen de celles-ci, Tharreau-Industries a saisi la Commission Contentieuse des Enquêtes Douanières et a constitué une provision égale aux droits réclamés, soit 2 160 K€

B – PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

L'exercice a une durée de 12 mois recouvrant la période du 1er janvier au 31 décembre 2009.

Les comptes annuels ont été établis et présentés selon la réglementation française en vigueur, résultant des arrêtés du Comité de la Réglementation Comptable (CRC).

C - INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

1 - BILAN ACTIF

NOTE 1 : ACTIF IMMOBILISE

Quelque soit les immobilisations la Société a choisi d'activer les frais d'acquisition.

Immobilisations incorporelles. Amortissement pour dépréciation

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition.

TYPE D'IMMOBILISATIONS	MODE
Logiciels	Amortissement fiscal sur 12 mois, la fraction excédant l'amortissement linéaire économiquement justifié sur 3 ans étant imputée en amortissement dérogatoire. (Art. 236.2 du CGI)
Fonds d'Industrie	Linéaire 5 ans

Quotas d'émission de gaz à effet de serre (4 K€)

Le plan national d'affectation des quotas a attribué à la Société une allocation pour la période 2008 -2012.

Les quotas sont évalués à la valeur de transaction à la date d'attribution. La valeur inscrite au bilan correspond au solde non utilisé de l'année 2009.

Frais de Recherche et Développement

L'option d'activation n'a pas été retenue.

Ces frais sont comptabilisés en charges. Ils s'élèvent pour les coûts directement affectable à 681 K€

Immobilisations corporelles

Conformément à l'application du décret 2005-1702 du 28 décembre 2005, les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition moins d'éventuels escomptes de règlement .

Amortissement pour dépréciation

TYPE D'IMMOBILISATIONS	MODE	DUREE
Constructions (gros oeuvre)	Linéaire	20 ou 30 ans
Constructions (autres)	Linéaire	12 ans – 15 ans
Installations techniques, matériel et outillage	Linéaire / Dégressif	4 à 15 ans
Matériel de transport	Linéaire	4 à 5 ans
Agencements divers	Linéaire	4 à 8 ans
Matériel de bureau	Linéaire	3 à 6 ans

Les amortissements économiquement justifiés correspondant à la dépréciation desdits biens sont calculés selon le mode linéaire. Les biens bénéficiant du régime fiscal dégressif ont donné lieu à comptabilisation d'amortissements dérogatoires pour la partie excédant l'amortissement linéaire.

Lignes de production

Lors de la première application des règlements CRC 2004-06 et CRC 2002-10, pour les immobilisations il a été retenu le coût amorti avec révision rétrospective du plan d'amortissement. Les investissements complémentaires réalisés sur ces lignes ont été amortis linéairement sur une durée d'utilité minimum de 6 ans ou sur la durée d'amortissement résiduelle de la ligne si celle-ci est supérieure.

Immobilisations financières (183 K€)

Les immobilisations financières sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Elles se composent notamment d'actions propres détenues conformément à l'autorisation d'achat de ses actions (1 K€), d'actions de ses filiales FITEXA (114 K€) et THARREAU-INDUSTRIES CZ (7 K€) (cf page 8 liste des filiales et participation)

Depuis l'assemblée du 14 juin 2002,

L'ordre de priorité d'affectation des actions propres proposé par le Directoire est désormais le suivant :

- 1- La réduction du capital social de la société dans la limite de 10% de son montant sur une période de 24 mois par annulation des actions ainsi achetées ;
- 2- L'intervention sur les achats et les ventes en fonction de la situation du marché ;
- 3- Etc ...

Du fait de la modification de l'ordre de priorité et depuis les comptes annuels arrêtés au 31/12/2002, les actions propres détenues sont désormais classées en immobilisations financières.

Tableau d'évolution des actions propres (en €):

En Euros	Nombre de titres	Valeur unitaire moyenne	Valeur totale
Au 01/01/2009	58	26,12	1 515
Achats 2009	388	24,23	9 403
Ventes 2009	410	24,64	10 101
Au 31/12/2009	36	22,69	817

Variation de l'actif immobilisé

En K€	Valeur brute au 01/01/2009	Acquisitions	Cessions ou mises au rebut	Valeur brute au 31/12/2009
Immobilisations incorporelles	1 592	69	56	1 605
Immobilisations corporelles	28 554	542	45	29 051
Immobilisations financières	157	30	4	183
TOTAL	30 303	642	105	30 840

En K€	Amortissements au 01/01/2009	Dotations	Reprises	Montant des amortissements au 31 12 2009
Immobilisations incorporelles	1 515	26		1 541
Immobilisations corporelles	18 836	1 277	45	20 068
Immobilisations financières				
TOTAL	20 351	1 302	45	21 609

Crédit-bail Immobilier (en K€)

Valeur d'origine		3 047
Exercices précédents	3 047	
Contrats souscrits (avance remboursable)		
Contrats échus		
Redevances comptabilisées		304
Part des redevances correspondant à l'amortissement financier		228
Cumul des amortissements		1 901
Redevances restant à payer :		1 318
* à un an au plus	276	
* à plus d'un an et moins de cinq ans	1 042	
* à plus de 5 ans		
Prix de rachat résiduel		0,15 Euros

Crédit-bail Mobilier (en K€)

Valeur d'origine		11 333
Exercices précédents	11 333	
contrats souscrits		
contrats échus		
Redevances comptabilisées		1 344
Part des redevances correspondant à l'amortissement financier		1 055
Cumul des amortissements		3 672
Redevances restant à payer :		8 458
* à un an au plus	1 397	
* à plus d'un an et moins de cinq ans	5 481	
* à plus de 5 ans	1 580	
Prix de rachat résiduel		10

IMMOBILISATION EN COURS (365 K€)

Elles concernent principalement des compléments d'investissements pour une ligne de production .

Liste de filiales et participations

FILIALES ET PARTICIPATIONS	Capital	Capitaux propres autres que capital	Quote part du capital détenue	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice clos	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société au cours du dernier exercice	Observations
				Brute	Nette						
Filiales détenus +50%											
Sté d'exploitation FITEXA	120	72	100%	114	114			859	60	84	
Tharreau industries CZK	7		100%	7	7			515	-7,1		
Participations			N	E		A	N	T			

Eléments relevant de plusieurs postes du bilan

POSTES DU BILAN	MONTANT CONCERNANT LES FILIALES (EN K€)
ACTIF FITEXA	
Participations	114
Créances clients et comptes rattachés	107
PASSIF FITEXA	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2
ACTIF THARREAU INDUSTRIES CZK	
Participations	7
Créances clients et comptes rattachés	107
PASSIF THARREAU INDUSTRIES CZK	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	

NOTE 2 : STOCKS (7 709 K€)

Valorisation des stocks de matières premières, matières consommables et pièces détachées

Ils sont évalués au coût d'achat (prix d'achat + frais accessoires).

Les pièces détachées d'occasion subissent une décote directe de 40%.

Conformément au règlement du CRC N° 2004-06 du 23 novembre 2004 : le coût d'acquisition des matières premières et pièces détachées est réduit du montant des escomptes de règlement obtenus.

Les pièces de sécurité d'une valeur supérieure à 5000 Euros sont immobilisées.

- Dépréciation pièces détachées (107 K€)

Les pièces détachées font l'objet d'une provision calculée en fonction de l'ancienneté des pièces et de leur risque de non-utilisation.

Valorisation des produits finis

En l'absence de comptabilité analytique, les stocks de produits finis sont évalués en appliquant un abattement sur le prix de vente moyen annuel par atelier pour tenir compte des spécificités de chacun d'entre eux, cet abattement correspondant à la marge sur coût de production estimée.

Une provision de 37 K€ a été constituée pour tenir compte de la différence entre le prix probable de réalisation et la valeur d'inventaire de certaines références au 31 décembre 2009.

NOTE 3 : CREANCES

Les créances à la clôture de l'exercice ont toutes une échéance inférieure à un an.

Les créances clients (brutes 7 846 K€) sont valorisées à leur valeur nominale et sont composées par 5 % d'effets de commerce (381 K€). Elles sont partiellement couvertes par une assurance crédit. Une provision pour dépréciation est pratiquée à hauteur de la quote part non couverte par l'assurance crédit lorsqu'à l'inventaire il y a un risque de non recouvrement.

Les autres créances (607 K€) sont composées principalement par :

- Fournisseurs 119 K€
- Impôts 112 K€
- TVA déductible 161 K€
- Impôts (plafonnement TP) 198 K€

NOTE 4 : VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT (14 669 K€)

Au 31 décembre 2009, la valeur de marché de ces valeurs mobilières de placement correspond à la valeur inscrite au bilan

Elles sont composées d'OPCVM monétaire à très faible volatilité (< 1%)

La caution pour les services des douanes sous forme de compte de trésorerie bloqué d'un montant de 2 160 K€ est comprise dans cette rubrique.

2. BILAN PASSIF

NOTE 5 : CAPITAL SOCIAL (en K€)

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

	N-1	+	-	N
Capital	7 307		(1)	7 307
Primes,réserves	16 735	3 309	(2)	20 043
Report à nouveau (affectation stock pièces, actions propres,escomptes/valo stock MP)		0		0
Résultat	3 309	2 187	3 309	2 187
Subvention d'investissement	13		13	
Provisions règlementées	2 506	362 (3)	239	2 628
Autres				
TOTAL	29 869	5 858	3 560	32 166

(1) Réduction du capital nominal des titres

(2) Annulation actions propres (fraction > nominal)

(3) Dotation dérogatoire

Au 31 décembre 2009, le capital social est composé de 1 328 600 actions de 5.50 € de valeur nominale.

NOTE 6 : SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

Les subventions d'investissement sont reprises au compte de résultat en fonction du rythme des amortissements pratiqués sur les équipements industriels de production.

NOTE 7 : PROVISIONS REGLEMENTEES (2 628 K€)

Elles concernent les amortissements dérogatoires.

Montant Début	Dotation	Reprise	Montant fin
2 506	362	239	2 628

NOTE 8 : PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (2 477 K€)

Elles correspondent pour l'essentiel à la provision pour les frais de douanes pour 2 160 K€ et à la provision pour indemnité de départ en retraite pour 317 K€

Les engagements en matière d'indemnité de départ en retraite sont calculés sur une base prospective en fonction de la convention collective, du salaire actuel, de l'ancienneté dans l'entreprise et de la probabilité que le salarié soit présent dans la société au jour de son départ en retraite. Un turn-over dégressif en fonction de l'ancienneté a été appliqué et le taux d'actualisation se calcule en fonction du taux IBOXX. La provision inclut les charges sociales et fiscales et couvre la totalité du personnel concerné.

Aucun engagement particulier n'est contracté au profit des dirigeants

En K€	Montant au début de l'exercice	Constitution par fonds propres	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Reprises par fonds propres	Montant à la fin de l'exercice
Provisions pour risques (1)	36		0		36		0
Provisions pour charges	286		31				317
Provisions			2 160				2 160
TOTAL	323		2 191		36		2 477

(1) pertes de change

NOTE 9 : DETTES FINANCIERES (1 963K€)

Elles se ventilent de la façon suivante :

	Montant brut (en K€)	A 1 an au plus	A plus d'un an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :				
- A 2 ans maximum à l'origine *				
- A plus de 2 ans à l'origine	1 962	138	607	1 217
Emprunts et dettes financières divers	0		0	
TOTAL	1 963	138	607	1 217

NOTE 10 : AUTRES DETTES : CLASSEMENT PAR ECHEANCE

Toutes les dettes autres que financières sont à moins d'un an.

Les autres dettes (223 K€) se composent principalement d' avoirs clients.

Les dettes fournisseurs (1 914 K€) comprennent 228K€ (12 %) d'effets de commerce.

D - INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

NOTE 11 : VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

Répartition par zones géographique

	MONTANT en K€	%
FRANCE	15 797	35,2%
EXPORT	29 039	64,8%
TOTAL	44 836	100,0%

NOTE 12 : PRODUCTION IMMOBILISEE (0K€)

NOTE 13 : REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS, TRANSFERTS DE CHARGES (313 K€)

Elles comprennent principalement la reprise de provisions de stocks de produits finis et de matières premières de 54 K€ (ces stocks faisant l'objet également d'une dotation aux provisions de 63 K€), la reprise de provisions de stocks de pièces détachées 117 K€, (ces stocks faisant l'objet également d'une dotation aux provisions de 107 K€), des transferts services externe (assurances, indemnités Coface) de litiges avec des fournisseurs pour 120 K€ (garanties bris de machine), et des reprises provisions créances douteuses pour 14 K€ .

NOTE 14 : AUTRES PRODUITS (110 K€)

Ils comprennent principalement les ventes de quotas à effet de serre 101 K€, la consommation de quotas de gaz à effet de serre 6 K€ (ces quotas faisant l'objet également d'une charge de 6 K€ correspondant à leur valeurs d'attribution).

Quotas de Gaz à effet de Serre	2009	2008
Vente ou consommation	107	102
Valeur d'attribution	6	16

NOTE 15 : PERSONNEL

Ventilation de l'effectif moyen

Les effectifs se répartissent de la façon suivante :

Cadres	15
Techniciens et agents de maîtrise ..	17
Employés	11
Ouvriers	92
TOTAL	135

La rémunération des dirigeants n'est pas communiquée car cela reviendrait à donner indirectement des rémunérations individuelles.

A titre d'information le nombre d'heures cumulées au 31 décembre 2009 pour le DIF est de 11 152 heures. Aucune heure n'a été consommée au titre de l'exercice.

NOTE 16 : RESULTAT EXCEPTIONNEL (-2 258 K€)

	Montant en €
Provisions réglementées (cf note 7 prov. réglementées et amort. exceptionnels)	-122 428
Subventions d'investissements	24 386
Plus-value sur vente de matériel	
Autres (litige douanier)	-2 160 299
TOTAL	-2 258 341

NOTE 17 : IMPOT SUR LES SOCIETES

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

EN K€	Avant Impôt	Impôt	Après Impôt
Résultat courant	5 448	1 496	3 952
Résultat exceptionnel	(2 258)	(758)	(1 500)
Participation	(366)	(101)	(265)
Impôt	(636)		
TOTAL	2 187	636	2 187

Accroissement et allègement de la dette d'impôts *

NATURE DES DIFFERENCES TEMPORAIRES	MONTANT en K€
ACCROISSEMENTS	
Provisions réglementées	2 628
TOTAL	2 628
ACCROISSEMENT DE LA DETTE FUTURE D'IMPOTS	905
ALLEGEMENTS	
Provisions non déductibles l'année de comptabilisation	
Organic	72
Participation	366
Ecart de conversion	0
charges de personnel	366
Indemnités retraite	317
TOTAL	1 121
ALLEGEMENT DE LA DETTE FUTURE D'IMPOTS	386

* Au taux moyen de l'I.S plus l'incidence de la contribution spéciale de 3,3% (34,43 %)

E - ENGAGEMENTS

Engagements financiers

Les engagements en matière de départ à la retraite sont provisionnés pour 317 K€.

Engagement crédit bail : (cf : Actif immobilisé Note 1)

Biens mobiliers pris en location dans le cadre de longue durée. (page 19)

Politique de couverture de change

* Concernant les achats, la société réalise majoritairement ceux-ci en euros.

Toutefois la société a réalisé un achat à terme pour 2010 de 363 000 USD pour l'acquisition de matières premières.

* Concernant les facturations, celles-ci se réalisent très majoritairement dans l'Union européenne; néanmoins la société effectue un suivi attentif de l'évolution des devises «out» et est toujours en mesure de se couvrir si elle le juge opportun.

Biens mobiliers pris en location dans le cadre d'un montant de longue durée (en K€)

Il s'agit de contrats relatifs aux lignes de production.

Valeur d'origine		15 787
Exercice précédent	15 787	
Contrats souscrits		
Contrats échus		15 787
Redevances comptables		345
Redevances restant à payer		
* A un an au plus		
* De 1 à 5 ans		
* Au-delà de 5 ans		

AUTRES INFORMATIONS

La Société THARREAU INDUSTRIES établit au titre du Groupe des comptes consolidés.

EUR

ACTIF	EXERCICE			EX.PRECEDENT Au 31/12/2008
	Montant brut	Amort.ou Prov.	Montant net	
Capital souscrit non appelé				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche & développement				
Concessions,brevets & droits similaires	1 347 254	1 342 252	5 002	28 154
Fonds commercial (1)	247 364	198 580	48 784	48 783
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes	10 440		10 440	
TOTAL	1 605 058	1 540 832	64 226	76 938
Immobilisations corporelles				
Terrains	1 188 705	1 031 883	156 822	172 221
Constructions	9 972 672	5 860 051	4 112 620	4 462 942
Inst.techniques,mat.out.industriels	13 913 618	9 794 989	4 118 628	4 875 238
Autres immobilisations corporelles	3 621 109	3 380 791	240 318	144 327
Immobilisations en cours	355 054	3 357	351 698	16 937
Avances et acomptes				42 600
TOTAL	29 051 158	20 071 072	8 980 086	9 714 266
Immobilisations financières (2)				
Participations évaluées par équivalence				
Autres participations	121 494		121 494	121 494
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	4 178		4 178	4 876
Prêts	11 368		11 368	13 720
Autres immobilisations financières	46 384		46 384	17 164
TOTAL	183 425	0	183 425	157 255
TOTAL DE L'ACTIF IMMOBILISE	30 839 640	21 611 904	9 227 736	9 948 460
Stocks				
Matières premières, approvisionnements	4 874 753	133 265	4 741 489	4 839 500
En cours de production de biens	67 539		67 539	98 585
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis	2 928 871	36 860	2 892 011	2 694 145
Marchandises	7 600		7 600	5 852
TOTAL	7 878 763	170 125	7 708 639	7 638 082
Avances & acomptes versés sur commandes				
Créances				
Clients & comptes rattachés	7 846 921	157 116	7 689 806	10 027 553
Autres créances	607 672		607 672	594 251
Capital souscrit & appelé, non versé				
TOTAL	8 454 593	157 116	8 297 478	10 621 804
Divers				
Valeurs mobilières de placement	14 668 632		14 668 632	6 805 066
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	958 272		958 272	1 088 166
TOTAL	15 626 904		15 626 904	7 893 233
Charges constatées d'avance (3)	18 548		18 548	31 512
TOTAL DE L'ACTIF CIRCULANT ET DES CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	31 978 808	327 240	31 651 568	26 184 633
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursements des obligations				
Ecarts de conversion Actif	118		117	36 431
TOTAL DE L'ACTIF	62 818 566	21 939 144	40 879 423	36 169 525
(1) dont droit au bail				
Renvois : (2) dont part à moins d'un an (brut des immobilisations financières)			57 752	30 884
(3) dont créances à plus d'un an (brut)				
Clause de réserve de propriété		<u>Immobilisations</u>	<u>Stocks</u>	<u>Créances clients</u>

THARREAU INDUSTRIES SA

Etats financiers du 01/01/2009 au 31/12/2009

EUR

PASSIF		EXERCICE	EXERC.PRECEDENT
C			
A	Capital (dont versé : 7 307 300)	7 307 300	7 307 300
P	Primes d'émission, de fusion, d'apport		
I	Ecarts de réévaluation		
T	Réserves		
A	Réserve légale	779 643	779 642
U	Réerves statutaires ou contractuelles		
X	Réerves réglementées		
	Autres réserves	19 263 856	15 954 880
P	Report à nouveau		412
R	Résultats antérieurs en instance d'affectation		
O	Résultat de la période (bénéfice ou perte)	2 187 050	3 308 562
P	Situation nette avant répartition	29 537 850	27 350 799
R	Subventions d'investissement		12 704
E	Provisions réglementées	2 628 152	2 505 723
S	TOTAL	32 166 001	29 869 227
	AUTRES FONDS PROPRES		
	Titres participatifs		
	Avances conditionnées		
	TOTAL		
P			
R	Provisions pour risques	118	36 431
O	Provisions pour charges	2 477 125	286 097
V	TOTAL	2 477 243	322 528
D	Emprunts et dettes assimilées		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
E	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	1 962 498	2 238 173
T	Emprunts et dettes financières divers (3)	100	100
	TOTAL	1 962 598	2 238 273
T	Avances et acomptes reçus sur commande (1)		
E			
S	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 914 217	1 449 456
	Dettes fiscales et sociales	2 116 472	1 920 126
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 744	86 740
	Autres dettes	222 757	278 408
	TOTAL	4 255 190	3 734 732
	Produits constatés d'avance	3 579	4 629
	Total des dettes et des produits constatés d'avance	6 221 367	5 977 635
	Ecart de conversion Passif	14 811	134
	TOTAL DU PASSIF	40 879 423	36 169 525
	Crédit-bail immobilier		
	Crédit-bail mobilier		
	Effets portés à l'escompte et non échus		
	Dettes et produits constatés d'avance (sauf 1) à plus d'un an		
	Dettes et produits constatés d'avance (sauf 1) à moins d'un an		5 977 635
	(2) dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		142 848
	Renvois : (3) dont emprunts participatifs		

THARREAU INDUSTRIES SA

Etats financiers du 01/01/2009 au 31/12/2009

EUR

COMPTE DE RESULTAT				
	FRANCE	EXPORTATION	TOTAL	EX.PRECEDENT
PRODUITS D'EXPLOITATION				
Ventes de marchandises	13 915		13 915	104 182
Production vendue	15 749 834	28 955 039	44 704 873	49 373 029
- Biens				
- Services	29 507	87 347	116 853	97 533
Chiffre d'affaires net	15 793 256	29 042 386	44 835 642	49 574 746
Production stockée			177 994	-419 665
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprise s/amortissements et provisions, transferts de charges			312 883	474 106
Autres produits			110 101	113 388
TOTAL			45 436 619	49 742 575
CHARGES D'EXPLOITATION				
Marchandises			7 750	28 880
- achats				
- Variations de stocks			-1 748	466
Matières premières & autres approvisionnements				
- achats			23 149 980	25 052 290
- variations de stocks			109 722	838 960
Autres achats et charges externes			7 526 359	9 894 793
Impôts, taxes et versements assimilés			962 011	973 134
Salaires et traitements			4 819 867	4 676 583
Charges sociales			1 875 937	1 852 643
Dotations d'exploitation				
. sur immobilisations			1 302 415	1 269 387
- amortissements				
- provisions				3 356
. sur actif circulant			200 038	232 557
. pour risques et charges			30 544	
Autres charges			65 523	140 506
TOTAL			40 048 399	44 963 560
RESULTAT D'EXPLOITATION		(A)	5 388 220	4 779 015
Opérations faites en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée		(B)		
Perte supportée ou bénéfice transféré		(C)		
Produits financiers				
Produits financiers de participations			83 925	90 825
Produits financiers d'autres valeurs mobilières & créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			5 682	12 905
Reprises sur provisions & transferts de charges			36 431	20 722
Différences positives de change			62 399	89 234
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			109 614	216 986
TOTAL			298 052	430 673
Charges financières				
Dotations financières aux amortissements et provisions			118	36 431
Intérêts et charges assimilées			182 662	163 612
Différences négatives de change			55 665	53 996
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
TOTAL			238 445	254 039
RESULTAT FINANCIER		(D)	59 607	176 633
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (+/-A+B-C+/-D)		(E)	5 447 827	4 955 649
Produits exceptionnels				
Produits exceptionnels sur opérations de gestion				
Produits exceptionnels sur opérations en capital			34 672	115 600
Reprises sur provisions & transferts de charges			239 162	224 715
TOTAL			273 833	340 316
Charges exceptionnelles				
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion				
Charges exceptionnelles sur opérations en capital			10 101	97 481
Dotations exceptionnelles aux amortissements & provisions			2 522 074	269 439
TOTAL			2 532 174	366 920
RESULTAT EXCEPTIONNEL		(F)	-2 258 341	-26 604
Participation des salariés		(G)	366 349	301 838
Impôt sur les bénéfices		(H)	636 086	1 318 644
BENEFICE OU PERTE (+/-E+/-F-G-H)			2 187 050	3 308 562

THARREAU INDUSTRIES

Société Anonyme au capital de 7 307 300 €
Siège Social : Z.I. La Pierre Blanche
49 120 CHEMILLE
N° d'identification : 301 765 798 – R.C.S. Angers
Code APE : 175 G

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

au 31 décembre 2009

I - Bilan consolidé

en €	Notes	12.2009	12.2008
I - ACTIFS NON COURANTS		25 341 664	25 943 314
1) Immobilisations incorporelles	5	64 226	76 939
2) Immobilisations corporelles	6	23 066 710	25 845 352
3) Actifs financiers	7	50 244	21 023
4) Autres Actifs financiers	8-18	2 160 484	
II - ACTIFS COURANTS		29 549 887	26 173 113
1) Stocks	9	7 810 635	7 734 449
2) Créances clients et autres débiteurs	10-18	8 145 342	10 338 830
3) Trésorerie et équivalents de trésorerie	11-18	13 593 910	8 099 834
A - TOTAL ACTIF		54 891 551	52 116 427

en €	Notes	12.2009	12.2008
I - CAPITAUX PROPRES	IV	35 112 615	33 060 587
1) Capital social	12	7 307 300	7 307 300
2) Réserves liées au capital	IV	779 643	780 056
3) Réserves consolidées	IV	24 973 989	21 406 322
4) Résultat de la période		2 051 683	3 566 909
II - INTERÊTS MINORITAIRES			
III - PASSIFS NON COURANTS		14 104 571	13 597 291
1) Dettes financières à plus de 12 mois	14	9 257 660	10 774 124
2) Impôts différés passifs	24	2 363 642	2 530 926
3) Provisions	16	2 160 484	
4) Avantages au personnel	17	322 785	292 241
IV - PASSIFS COURANTS		5 674 365	5 458 549
1) Dettes financières à moins de 12 mois	13-14	1 516 615	1 919 444
2) Dettes fournisseurs et autres créditeurs	15-18	4 157 750	3 539 105
3) Impôt exigible	24		
4) Provisions			
B - TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		54 891 551	52 116 427

II - Compte de résultat consolidé

en €	Notes Compte	12.2009	12.2008
I- Chiffres d'affaires	19	45 276 912	50 241 044
Autres produits de l'activité		238 772	177 593
II- Produits des activités ordinaires		45 515 684	50 418 637
Achats consommés		-23 561 140	-26 313 575
Charges de personnel	27	-7 566 056	-7 659 114
Charges externes	25	-5 202 797	-6 045 147
Impôts et taxes		-966 544	-1 041 779
Amortissements et provisions	26	-3 381 513	-3 411 850
Variations de stocks produits en cours et produits finis		166 820	-419 665
Autres produits		27 950	31 410
Autres charges		-56 662	-85 630
III- Résultat opérationnel courant		4 975 742	5 473 287
Autres charges opérationnelles		-2 160 484	
Autres produits opérationnels			
A- RESULTAT OPERATIONNEL		2 815 258	5 473 287
Coût de l'endettement financier	23	-431 142	-675 509
Autres produits	23	237 017	479 169
Autres charges	23	-70 686	-129 010
B- RESULTAT FINANCIER		-264 811	-325 350
Charge d'impôt	24	-498 764	-1 581 028
RESULTAT DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE		2 051 683	3 566 909

ETAT RESUME DU RESULTAT GLOBAL

RESULTAT DE LA PERIODE		2 051 683	3 566 909
Ecart de conversion		-401	2 411
Autres éléments du résultat global			
RESULTAT GLOBAL		2 051 282	3 569 320

Libellés	12.2009	12.2008
. Résultat net part du Groupe (en €)	2 051 683	3 566 909
. Nombre d'actions	1 328 600	1 328 600
RESULTAT DE BASE PAR ACTION (en €)	1,54	2,68
. Résultat net part du Groupe (en €)	2 051 683	3 566 909
. Nombre d'actions	1 328 564	1 328 542
RESULTAT DILUE PAR ACTION (en €)	1,54	2,68

III - Tableau consolidé des flux de trésorerie

En K€	Note	2009	2008
Trésorerie liée à l'activité opérationnelle			
Résultat net		2 052	3 567
Dotations aux amortissements et provisions		5 512	3 268
Coût de l'endettement financier		431	676
Charge d'impôt de la période		499	1 581
Autres retraitements sans incidence sur la trésorerie			
Plus-values (moins-values) de cession, nettes d'impôt		-89	-1
		8 405	9 091
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité		2 846	2 938
impôt sur le résultat payé		-775	-1 976
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles		10 476	10 053
Trésorerie liée à l'activité d'investissement			
Acquisition d'immobilisations		-521	-721
Cession d'immobilisations, nette d'impôt		183	
Subventions d'investissement perçues, nette d'impôt		8	
Trésorerie nette liée aux opérations d'investissement		-330	-721
Trésorerie liée à l'activité de financement			
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère			-1 182
Actions propres			110
Nouveaux emprunts			
Remboursements d'emprunts		-1 919	-3 653
Intérêts payés		-431	-676
Placement donné en garantie		-2 160	
Trésorerie nette liée aux opérations de financement		-4 510	-5 401
Variation de trésorerie et équivalents de trésorerie		5 637	3 933
Trésorerie et équivalents de trésorerie d'ouverture		7 957	4 024
Trésorerie et équivalents de trésorerie de clôture		13 594	7 957
Equivalents de trésorerie		12 561	6 907
Disponibilités		1 033	1 193
TRESORERIE ACTIVE - A		13 594	8 100
Concours bancaires courants			-143
TRESORERIE PASSIVE - B			-143
TRESORERIE NETTE DE CLOTURE A+B	11	13 594	7 957

IV - Variation des capitaux propres

EN K€	REVENANT AUX ACTIONNAIRES DE LA SOCIETE					
	CAPITAL EMIS	CHARGES ET PRODUITS EN CP	RESERVES CONSO & ACTIONS PROPRES	RESULTAT	TOTAL	INTERETS MINORITAIRES
SITUATION au 31/12/2007	7 308		20 106	3 227	30 640	30 640
Affectation du résultat 2007			3 227	-3 227		
Ecart de conversion		2			2	2
Autres mouvements						
Produits et charges directement comptabilisés en capitaux propres		2			2	2
Distribution de dividendes			-1 182		-1 182	-1 182
Mouvements sur actions propres			33		33	33
Autres mouvements						
Résultat de l'exercice 2008				3 567	3 567	3 567
SITUATION au 31/12/2008	7 308	2	22 183	3 567	33 060	33 060
Affectation du résultat 2008			3 567	-3 567		
Ecart de conversion			0		0	0
Autres mouvements			0		0	0
Produits et charges directement comptabilisés en capitaux propres			0		0	0
Distribution de dividendes						
Mouvements sur actions propres			1		1	1
Autres mouvements						
Résultat de l'exercice 2009				2 052	2 052	2 052
SITUATION au 31/12/2009	7 308	2	25 751	2 052	35 112	35 112

Notes aux états financiers consolidés

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés couvrant la période du 1^{er} janvier 2009 au 31 décembre 2009. Les données chiffrées sont exprimés en milliers d'€ sauf indication contraire.

- Préambule
- Note 1 – Informations relatives à l'entreprise
- Note 2 – Faits marquants de l'exercice
- Note 3 – Méthodes comptables
- Note 4 – Participation dans des filiales et périmètre de consolidation
- Note 5 – Immobilisations incorporelles
- Note 6 – Immobilisations corporelles
- Note 7 – Actifs financiers
- Note 8 – Autres Actifs financiers
- Note 9 – Stocks
- Note 10 – Créances clients et autres débiteurs
- Note 11 – Trésorerie et équivalents trésorerie
- Note 12 – Capitaux propres
- Note 13 – Actifs et passifs éventuels
- Note 14 – Dettes financières
- Note 15 – Fournisseurs et autres créditeurs
- Note 16 – Provisions
- Note 17 – Avantages au personnel
- Note 18 – Instruments financiers
- Note 19 – Informations sectorielles
- Note 20 – Effectif
- Note 21 – Droit individuel à la formation
- Note 22 – Parties liées
- Note 23 – Résultat financier
- Note 24 – Impôts sur le résultat
- Note 25 – Charges externes
- Note 26 – Amortissements et provisions
- Note 27 – Charges de personnel
- Note 28 – Recherche et développement

Préambule

Conformément au règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, Les états financiers consolidés publiés au titre de l'exercice 2009 sont préparés en appliquant les IFRS (International Financial Reporting Standard) publiées à la date d'arrêté par l'IASB et adoptées par l'Union Européenne.

Les nouvelles normes et amendements applicables à partir du 01 janvier 2009 sont IAS 23 révisée, amendement IAS 32, amendements IFRS32, IFRS8 IFRIC12, IFRIC 13 et IFRIC 14.

En application d'IAS1 révisée, un état résumé du résultat global est présenté.

L'application de la norme IFRS8 n'apporte aucune modification dans la qualification des secteurs et dans la présentation sectorielle du groupe. Les autres normes et IFRIC applicables à partir de 2009 sont sans incidence sur les états financiers du groupe. La norme IAS 23 révisée n'a pas eu à s'appliquer en l'absence de nouveaux financements d'acquisition sur la période.

Au 31 décembre 2009, aucune norme et interprétation IFRS émise et non adoptée par l'Union Européenne n'a été appliquée par anticipation.

Les comptes ont été arrêtés par le conseil de surveillance du 29 avril 2010 et seront soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale.

Il n'y a pas d'événement postérieur à la clôture susceptible de remettre en cause les comptes arrêtés par cette instance.

Note 1 – Informations relatives à l'entreprise

Créée il y a plus de 70 ans, Tharreau Industries est une entreprise d'envergure européenne spécialisée dans la fabrication de non tissés techniques « voie sèche ».

Cotée sur l'indice Eurolist C, Tharreau Industries est une société anonyme de droit Français.

Note 2 – Faits marquants

Après avoir connu un début d'année difficile lié à la crise économique, les mesures prises pour le secteur Automobile " Prime à la Casse" ont limité la baisse du Chiffre d'Affaires à 9%.

La société s'est vu notifier les conclusions de l'enquête douanière concernant les importations de fibres hors Europe. Après examen de celles-ci, Tharreau Industries a saisi la Commission Contentieuse des Enquêtes Douanières et a constitué une provision égale aux droits réclamés, soit 2 160 K€. Dans la mesure où la société conteste la notification, il n'a pas été pratiqué de calcul d'actualisation en fonction d'une date prévisionnelle de paiement .

La charge correspondante a été présentée au compte de résultat sur la ligne « autres charges opérationnelles non courantes ».

Par ailleurs une caution sous forme de compte de trésorerie bloqué a été donnée en garantie. Le montant correspondant figure à l'actif du bilan en "Autres Actifs Financiers" dans la rubrique "actifs non courants".

Note 3 – Méthodes comptables

3.1 - Présentation des états financiers consolidés

Le groupe applique les normes IFRS depuis l'exercice 2005.

Les états financiers sont présentés en Euros. Les tableaux de variation sont présentés en milliers d'euros.

Les états financiers consolidés du groupe sont préparés sur la base du coût historique à l'exception des actifs et passifs qui doivent être enregistrés selon les normes, à leur juste valeur.

Les actifs destinés à être cédés ou consommés dans le cadre du cycle d'exploitation normale du groupe, ou à être cédés dans les douze mois suivant la clôture, ainsi que la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont des « actifs courants ».

Les actifs destinés à être cédés sont évalués au montant le plus faible entre la valeur comptable et la juste valeur diminuée des coûts de vente.

Les dettes échues au cours du cycle d'exploitation normale, ou dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice, constituent des « dettes courantes ». Tous les autres actifs et autres dettes sont considérés comme non courants.

La préparation des états financiers consolidés nécessite, de la part de la Direction du groupe, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants comptabilisés dans les états financiers.

- Ces estimations et hypothèses sont établies et revues de manière constante à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.
- Les estimations et les hypothèses sont réexaminées de manière continue. L'impact des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement s'il n'affecte que cette période. Il est comptabilisé au cours de la période du changement et des périodes ultérieures si celles-ci sont également affectées par celui-ci.

3.2 – Principes de consolidation

Les filiales sont des entreprises contrôlées par le Groupe. Le contrôle existe lorsque le Groupe détient le pouvoir de diriger, directement ou indirectement, les politiques financières et opérationnelles de l'entreprise de manière à obtenir des avantages de celles-ci. Le contrôle est présumé exister si le Groupe détient plus de 40 % des droits de votes sans qu'un autre actionnaire détienne un pourcentage de détention supérieur.

Les états financiers consolidés comprennent ceux de Tharreau Industries SA et de ses filiales, Tharreau Industries CZ et Fitexa S.A.R.L.

Les filiales sont consolidées à partir du moment où le groupe en prend le contrôle et jusqu'à la date à laquelle ce contrôle est transféré à l'extérieur du groupe.

Le Groupe ne comprend aucune entité détenue conjointement qualifiée d'« Entreprise Associée » ou « Coentreprise ».

Les soldes au bilan, les produits et charges intra-groupes sont éliminés dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés.

Le périmètre est présenté en *Note 4*.

3.3 – Regroupements d’entreprises et écarts d’acquisition.

Le goodwill représente l’excédent du coût d’acquisition sur la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels nets identifiables de la filiale à la date d’acquisition.

Aucune opération d’achat d’entreprise n’a été effectuée au sein du groupe Tharreau Industries. Aucun goodwill n’est à constater dans les comptes consolidés.

3.4 – Méthode de conversion

Le Groupe consolidé comprend une filiale Tchèque et une filiale Française avec pour monnaie de fonctionnement respectivement la couronne Tchèque et l’Euro.

Les opérations du compte de résultat sont converties au cours moyen de l’exercice et le bilan est converti au cours de clôture.

3.5 – Actifs incorporels immobilisés

Les autres actifs incorporels acquis par le Groupe sont comptabilisés à leur coût. Les actifs incorporels autres que les écarts d’acquisitions et les frais de développement incluent principalement les quotas d’émission de gaz à effets de serre. Le plan national d’affectation des quotas a attribué au groupe une allocation pour la période 2008-2010. La valeur inscrite au bilan correspond au solde non utilisé au 31 décembre 2009. Les quotas sont évalués à la valeur de transaction. Ils ont été attribués gratuitement.

Les dépenses de recherche sont comptabilisées en charges lorsqu’elles sont encourues. Les dépenses de développement sont comptabilisées en immobilisations si et seulement si les coûts peuvent être mesurés de façon fiable et le Groupe peut démontrer la faisabilité technique et commerciale du procédé, l’existence d’avantages économiques futurs probables et son intention ainsi que la disponibilité de ressources suffisantes pour achever le développement et utiliser ou vendre l’actif. Les autres dépenses de développement sont comptabilisées en charges lorsqu’elles sont encourues.

Au 31 décembre 2009, l’ensemble des dépenses est comptabilisé en charges de l’exercice.

3.6 – Amortissements et dépréciation des actifs incorporels immobilisés

L’amortissement est comptabilisé comme une charge, de manière linéaire, en fonction de la durée d’utilité estimée de l’actif incorporel.

Les logiciels sont amortis sur une durée de trois ans.

3.7 – Actifs corporels immobilisés

Les actifs corporels immobilisés sont évalués à leur coût diminué du cumul des amortissements, des pertes de valeurs éventuelles.

Les intérêts relatifs aux emprunts contractés pour financer la construction d'immobilisations ne sont pas immobilisés.

Lorsqu'une immobilisation corporelle a des composantes significatives ayant des durées d'utilité différentes, ces composantes sont comptabilisées séparément. La société Tharreau n'a pas identifié de composants significatifs.

Les subventions publiques accordées au Groupe pour l'acquisition d'immobilisations corporelles sont présentées en produits constatés d'avance et portées au compte de résultat de manière linéaire en fonction de la durée d'utilité prévue de l'actif.

3.8 – Amortissements et dépréciation des actifs corporels immobilisés

L'amortissement est comptabilisé comme une charge, de manière linéaire, en fonction de la durée d'utilité estimée de l'actif corporel.

Les valeurs comptables des actifs corporels font l'objet d'un test de « perte de valeur » lorsque des événements ou changements de circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable.

Les durées d'amortissements sont en fonction des durées d'utilisation.

Pour les lignes de production, la durée initiale est de 12 ans et conformément à la norme IAS 16, il est prévu une ré-estimation régulière de la durée d'amortissement. Celle-ci peut conduire à amortir sur une période pouvant aller jusqu'à 15 ans.

Les durées moyennes d'amortissements retenues sont les suivantes :

- Constructions (gros œuvre) 30 ans
- Constructions (autres) 12 ans – 15 ans
- Installations industrielles 4 à 15 ans
- Matériel de transport 4 à 5 ans
- Agencements divers 4 à 8 ans
- Mobilier de bureau 3 à 6 ans

Les valeurs comptables des actifs non financiers du Groupe, autres que les stocks et les actifs d'impôt différé sont examinées à chaque date de clôture afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice qu'un actif a subi une perte de valeur.

3.9 – Actifs financiers

Tous les investissements financiers sont initialement constatés à la juste valeur majorée des frais d'achat correspondant au prix payé incluant les coûts d'acquisition liés à l'investissement.

Ensuite, les investissements financiers classés dans les catégories « détenues à des fins de transaction » ou « disponibles à la vente », sont évalués à la juste valeur.

- Les variations de justes valeurs sur investissements financiers détenus à des fins de transaction sont enregistrées en résultat.
- Les profits et pertes sur investissements financiers disponibles à la vente sont comptabilisés en capitaux propres sur une ligne distincte jusqu'à ce que l'investissement financier soit vendu ou sorti d'une autre manière.

La juste valeur est déterminée par référence au prix du marché publié à la date de clôture pour les investissements financiers activement négociés sur un marché financier organisé. Pour les autres, elle est déterminée par référence à un instrument quasi-identique traité sur un marché, ou par actualisation des flux futurs de trésorerie attendus de l'actif.

Si la juste valeur n'est pas déterminable de façon fiable, les investissements financiers sont comptabilisés à leur coût. En cas d'indication objective d'une dépréciation de l'actif financier (notamment baisse significative ou durable de la valeur de l'actif), une dépréciation est constatée par le résultat.

Les autres investissements financiers à long terme destinés à être détenus jusqu'à leur échéance, sont évalués au coût amorti.

Le Groupe ne possède pas d'instruments financiers classés dans la catégorie « détenus à des fins de transaction ».

3.10 – Stocks

Les escomptes de règlement viennent en minoration des coûts d'achats des matières premières et matières consommables.

Valorisation des stocks de matières premières, matières consommables et pièces détachées

- Ils sont évalués au coût d'achat (prix d'achat – escomptes + frais accessoires).
- Les pièces détachées d'occasion subissent une décote directe de 40%.
- Une dépréciation est constatée en cas d'absence de rotation d'un stock lorsque son prix de vente estimé est inférieur à sa valeur nette de réalisation.

Valorisation des produits finis

- En l'absence de comptabilité analytique, les stocks de produits finis sont évalués en appliquant un abattement sur le prix de vente moyen annuel par atelier pour tenir compte des spécificités de chacun d'entre eux, cet abattement correspondant à la marge sur coût de production estimée.

3.11 – Capitaux propres

Lorsque le Groupe rachète ses propres actions, le montant payé et les coûts de transaction directement imputables sont comptabilisés comme une variation de capitaux propres.

Les dividendes sont comptabilisés en dettes dès qu'ils ont été approuvés par l'Assemblée Générale des actionnaires.

3.12 – Emprunts portant intérêts

Tous les emprunts portant intérêts sont initialement comptabilisés au coût correspondant à la juste valeur du montant reçu, nette des coûts liés à l'emprunt.

Postérieurement à la comptabilisation initiale, les emprunts portant intérêts sont évalués au coût amorti, en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Le coût amorti est calculé en prenant en compte tous les coûts d'émission, toute décote ou prime de remboursement.

En l'absence de nouvel emprunt l'application de la norme IAS 23 révisée n'a pas entraîné de modification sur la période .

3.13 – Contrats de location

Les contrats de location sont classés en tant que contrats de location financement s'ils transfèrent au preneur la quasi-totalité des risques et avantages économiques inhérents à la propriété des actifs loués. Ils sont comptabilisés, dès l'origine, au bilan à la juste valeur du bien loué, ou si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location.

Les actifs faisant l'objet d'une location financement sont amortis sur la durée d'utilité.

Les autres contrats sont des locations simples. Les loyers sont comptabilisés en charges sur une base linéaire jusqu'à l'échéance du contrat.

3.14 – Avantages du personnel

Indemnités de départ à la retraite (prestation définie) :

Les engagements en matière d'indemnité de départ en retraite sont calculés selon la méthode des unités de crédit projetées en fonction de la convention collective, du salaire actuel, de l'ancienneté dans l'entreprise et de la probabilité que le salarié soit présent dans la société le jour de son départ en retraite.

Un turn-over dégressif en fonction de l'ancienneté a été appliqué et le taux d'actualisation se calcule en fonction du taux IBOXX. La provision inclut les charges sociales et fiscales et couvre la totalité du personnel concerné.

Les écarts actuariels sont comptabilisés directement en résultat l'année de leur constatation.

Participation, plans d'intéressement et primes :

Le Groupe comptabilise un passif et une charge au titre de la participation, des intéressements et des primes. Le Groupe comptabilise une provision lorsqu'il a une obligation contractuelle ou si, du fait d'une pratique passée, il existe une obligation implicite.

Indemnités de fin de contrat de travail :

Les indemnités de fin de contrat de travail sont dues lorsque l'entreprise met fin au contrat de travail d'un salarié. Le Groupe comptabilise une provision pour ces indemnités lorsqu'il est manifestement engagé à y mettre fin.

Autres avantages du personnel :

Le groupe n'est pas concerné par les autres avantages à l'exception du droit à la formation. Cf Note N° 21.

3.15 – Provisions

Les provisions sont comptabilisées lorsque le Groupe a une obligation contractuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, lorsqu'une sortie probable de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

3.16 – Impôts

Les impôts différés sont comptabilisés suivant la méthode bilantielle du report variable, pour toutes les différences temporelles prévues par les IFRS existant à la date de clôture entre la base fiscale des actifs et leur valeur comptable au bilan.

Des actifs d'impôts différés sont comptabilisés pour toutes les différences temporelles déductibles dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable sera disponible.

3.17 – Produits des activités ordinaires

L'ensemble du chiffre d'affaires est évalué à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, net de rabais, remises ristournes, escomptes financiers et provisions pour retours de marchandises.

Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés lorsque les risques et avantages inhérents à la propriété des biens sont transférés à l'acheteur, et que leur montant peut être évalué de manière fiable. Le transfert intervient généralement lorsque le produit est livré dans l'entrepôt du client. Cependant, pour certaines livraisons à l'international, le transfert a lieu lors du chargement des biens par le transporteur.

3.18 – Impôts et taxes

La loi de finances pour 2010, votée le 30 décembre 2009, a supprimé l'assujettissement des entités fiscales françaises à la taxe professionnelle à compter de 2010 et l'a remplacée par la Contribution Economique Territoriale (C.E.T) qui comprend deux nouvelles contributions :

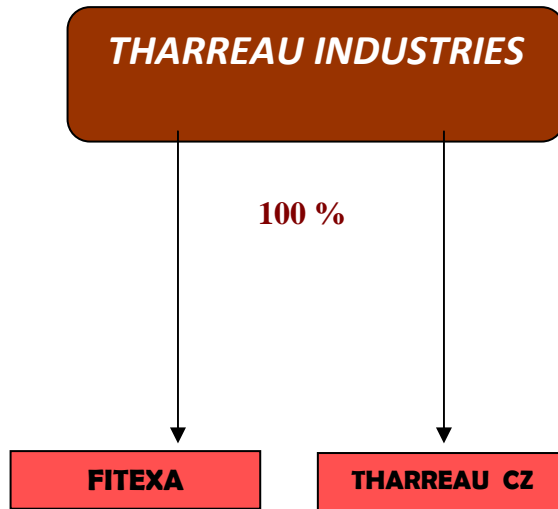
- La Cotisation Foncière des Entreprises (C.F.E) assise sur les valeurs locatives foncières de l'actuelle Taxe Professionnelle ;
- La Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (C.V.A.E), assise sur la valeur ajoutée résultant des comptes sociaux.

Le groupe comptabilise la taxe professionnelle en charges opérationnelles.

Le groupe a conclu à ce stade que le changement fiscal mentionné ci-dessus consistait essentiellement en une modification des modalités de calcul de l'impôt local français, sans en changer globalement la nature. Le groupe considère donc qu'il n'y a pas lieu d'appliquer à la CVAE comme à la CFE un traitement comptable différent de celui de la taxe professionnelle. Ces deux nouvelles contributions seront donc classées en charges opérationnelles, sans changement par rapport à celui retenu pour la taxe professionnelle.

Note 4 – Participations et périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation n'a pas été modifié en 2009 :



Note 5 – Immobilisations incorporelles

Montants en K€	Ouverture 2009	Augment.	Diminut.	Variation périmètre	Ecarts de conversion	Autres variations	Fin 2009
Valeurs brutes							
Ecart d'acquisition	247						247
Concessions, brevets, licences	1 340	4					1 344
Quotas	5	55	56				3
Immobilisations en cours		10					10
Total	1 593	69	56				1 606
Amortissements							
Ecart d'acquisition	199						199
Concessions, brevets, licences	1 316	26					1 342
Quotas							
Total	1 515	26					1 541
Valeurs nettes							
Ecart d'acquisition	48						48
Concessions, brevets, licences	24	(22)					2
Quotas	5	55	56				3
Immobilisations en cours		10					10
Total	77	43	56				64

Montants en K€	Ouverture 2008	Augment.	Diminut.	Variation périmètre	Ecarts de conversion	Autres variations	Fin 2008
Valeurs brutes							
Ecart d'acquisition	247						247
Concessions, brevets, licences	1 335	5					1 340
Quotas	84	149	229				5
Total	1 667	154	229				1 593
Amortissements							
Ecart d'acquisition	199						199
Concessions, brevets, licences	1 289	27					1 316
Quotas							
Total	1 488	27					1 515
Valeurs nettes							
Ecart d'acquisition	48						48
Concessions, brevets, licences	46	(22)					24
Quotas	84	149	229				5
Total	179	127	229				77

Montants en K€	31 12 2009	31 12 2008
Valeurs nettes		
Ecart d'acquisition	48	48
Concessions, brevets, licences	2	24
Quotas	3	4
Immobilisations en cours	10	
Total	64	77

Ecart d'acquisition positif

Il s'agit du fonds de commerce de Fitexa qui est en location gérance.

Quotas d'émission de gaz à effet de serre (3 K€)

Le plan national d'affectation des quotas a attribué à la Société une allocation pour la période 2008 –2010. Les quotas sont comptabilisés annuellement. Le solde non utilisé à fin 2009 est de 3 K€.

Note 6 – Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût.

	Ouverture 2009	Augment.	Diminut. & transferts	Variation périmètre	Ecarts de conversion	Autres variations	Fin 2009
Valeurs brutes							
Terrains	1 188						1 188
Terrains en location-financements	34						34
Constructions	9 972	19	18				9 973
Constructions en location-financements	3 001	20					3 021
Installations techniques, mat. & out.	12 925	202	2				13 125
Instal, mat. & out. en location-financements	40 369						40 369
Autres immobilisations corporelles	3 507	14	30				3 491
Immobilisations corporelles en cours	20	335					355
Avances et acomptes	43		43				
Total	71 059	590	92				71 557
Amortissements							
Terrains	1 016	15					1 032
Terrains en location-financements							
Constructions	5 509	369	18				5 860
Constructions en location-financements	1 220	90					1 309
Installations techniques, mat. & out.	8 851	618	2				9 466
Instal, mat. & out. en location-financements	25 254	2 173					27 428
Autres immobilisations corporelles	3 365	60	30				3 396
Immobilisations corporelles en cours							
Avances et acomptes							
Total	45 215	3 326	50				48 491
Valeurs nettes							
Terrains	172	(15)					157
Terrains en location-financements	34						34
Constructions	4 463	(350)	0				4 113
Constructions en location-financements	1 781	(69)					1 712
Installations techniques, mat. & out.	4 075	(416)	(0)				3 660
Instal, mat. & out. en location-financements	15 115	(2 173)					12 941
Autres immobilisations corporelles	142	(46)					96
Immobilisations corporelles en cours	20	335					355
Avances et acomptes	43		43				
Total	25 845	(2 736)	43				23 067

	Ouverture 2008	Augment.	Diminut. & transferts	Variation périmètre	Ecarts de conversion	Autres variations	Fin 2008
Valeurs brutes							
Terrains	1 155	33					1 188
Terrains en location-financements	34						34
Constructions	9 956	16					9 972
Constructions en location-financements	2 983	18					3 001
Installations techniques, mat. & out.	12 386	587	48				12 925
Instal, mat. & out. en location-financements	40 369						40 369
Autres immobilisations corporelles	3 559	23	76				3 507
Immobilisations corporelles en cours	9	14	2				20
Avances et acomptes		43					43
Total	70 452	734	126				71 059
Amortissements							
Terrains	947	69					1 016
Terrains en location-financements							
Constructions	5 109	400					5 509
Constructions en location-financements	1 130	90					1 220
Installations techniques, mat. & out.	8 307	588	44				8 851
Instal, mat. & out. en location-financements	23 081	2 173					25 254
Autres immobilisations corporelles	3 367	74	76				3 365
Immobilisations corporelles en cours							
Avances et acomptes							
Total	41 940	3 394	120				45 215
Valeurs nettes							
Terrains	208	(36)					172
Terrains en location-financements	34						34
Constructions	4 847	(384)					4 463
Constructions en location-financements	1 853	(72)					1 781
Installations techniques, mat. & out.	4 080	(1)	4				4 075
Instal, mat. & out. en location-financements	17 288	(2 173)					15 115
Autres immobilisations corporelles	192	(50)					142
Immobilisations corporelles en cours	9	14	2				20
Avances et acomptes		43					43
Total	28 511	(2 660)	6				25 845

En K€	2009	2008
Valeurs nettes	0	
Terrains	157	172
Terrains en location-financements	34	34
Constructions	4 113	4 463
Constructions en location-financements	1 712	1 781
Installations techniques, mat. & out.	3 660	4 075
Instal, mat. & out. en location-financement	12 941	15 115
Autres immobilisations corporelles	96	142
Immobilisations corporelles en cours	355	20
Avances et acomptes	0	43
Total	23 067	25 845

Deux des six lignes de production sont totalement amorties au 31/12/2009. La valeur brute correspondante s'élève à 7 094 K€.

Note 7 – Actifs financiers

Montants en K€	Ouverture 2009	Augment.	Diminut.	Variation périmètre	Ecarts de conversion	Autres variations	Fin 2009
Valeurs brutes							
Actifs financiers	3						3
Dépôts et cautionnements	8	28					37
Prêts							
Contrat de liquidité	9	1	(0)				10
Total	17	30	(0)				50
Dépréciation							
Actifs financiers							
Dépôts et cautionnements							
Prêts							
Contrat de liquidité							
Total							
Valeurs nettes							
Actifs financiers	3						3
Dépôts et cautionnements	8	28					37
Prêts							
Contrat de liquidité	9	1	(0)				10
Total	21	30	(0)				50
Juste valeur							
Actifs financiers	3						3
Dépôts et cautionnements	8	28					37
Prêts							
Contrat de liquidité	9	1	(0)				10
Total	21	30	(0)				50

Montants en K€	Ouverture 2008	Augment.	Diminut.	Variation périmètre	Ecarts de conversion	Autres variations	Fin 2008
Valeurs brutes							
Actifs financiers							
Autres actifs financiers	3						3
Dépôts et cautionnements	11		(3)				8
Prêts							
Contrat de liquidité	81		(72)				9
Total	95		(75)				21
Dépréciation							
Actifs financiers							
Autres actifs financiers							
Dépôts et cautionnements							
Prêts							
Contrat de liquidité							
Total							
Valeurs nettes							
Actifs financiers							
Autres actifs financiers	3						3
Dépôts et cautionnements	11		(3)				8
Prêts							
Contrat de liquidité	81		(72)				9
Total	95		(75)				21
Juste valeur							
Actifs financiers							
Autres actifs financiers	3						3
Dépôts et cautionnements	11		(3)				8
Prêts							
Contrat de liquidité	81		(72)				9
Total	95		(75)				21

Montants en K€	2009	2008
Valeurs nettes		
Actifs financiers		
Autres actifs financiers	3	3
Dépôts et cautionnements	37	8
Prêts		
Contrat de liquidité	10	9
Total	50	21

Note 8 – Autres Actifs financiers

- Le montant correspond à la garantie donnée dans le cadre du litige douanier pour lequel la Société THARREAU INDUSTRIES a été notifiée.

Note 9 – Stocks

Montants en K€	Ouverture 2009	Augment.	Diminut.	Variation périmètre	Ecarts de conversion	Autres variations	Fin 2009
Valeurs brutes							
Matières premières	5 006		(114)				4 892
En-cours	98		(31)				68
Produits intermédiaires et finis	2 720	209					2 929
Marchandises	83	10					93
Total	7 907	219	(145)				7 982
Dépréciations							
Matières premières	146		(12)				134
En-cours							
Produits intermédiaires et finis	26	11					37
Marchandises							
Total	172	11	(12)				171
Valeurs nettes							
Matières premières	4 860		(102)				4 758
En-cours	98		(31)				68
Produits intermédiaires et finis	2 694	198					2 892
Marchandises	83	10					93
Total	7 735	208	(133)				7 811

Montants en K€	Ouverture 2008	Augment.	Diminut.	Variation périmètre	Ecarts de conversion	Autres variations	Fin 2008
Valeurs brutes							
Matières premières	5 837		(831)				5 006
En-cours	62	36					98
Produits intermédiaires et finis	3 176		(456)				2 720
Marchandises	79	4					83
Total	9 154	40	(1 288)				7 907
Dépréciations							
Matières premières	142	145	(141)				146
En-cours							
Produits intermédiaires et finis	32	26	(32)				26
Marchandises							
Total	174	171	(173)				172
Valeurs nettes							
Matières premières	5 695	(145)	(690)				4 860
En-cours	62	36					98
Produits intermédiaires et finis	3 144	(26)	(424)				2 694
Marchandises	79	4					83
Total	8 980	(130)	(1 115)				7 735

Montants en K€	31 12 2009	31 12 2008
Valeurs nettes		
Matières premières	4 758	4 860
En-cours	68	98
Produits intermédiaires et finis	2 892	2 694
Marchandises	93	83
Total	7 811	7 725

Dépréciation pièces détachées

- Les pièces détachées font l'objet d'une dépréciation calculée en fonction de l'ancienneté des pièces et de leur risque de non-utilisation, soit une dépréciation de 107 K€ au 31/12/2009.

DEPRECIATION DES PRODUITS FINIS

- Une dépréciation de 37 K€ a été constituée pour tenir compte de la différence entre le prix probable de réalisation et la valeur d'inventaire de certaines références au 31 décembre 2009.

Note 10 – Créances clients et autres débiteurs

Nature	Total brut 2009	Échéance			Dépréciat.	Total net 2009
		0 à 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans		
Créances clients et comptes rattachés	7 779	7 779			157	7 622
Autres	17	17				17
Créances fiscales	496	496				496
TOTAL	8 291	8 291			157	8 134
Charges constatées d'avance	11	11				11
TOTAL	8 302	8 302			157	8 145

Nature	Total brut 2008	Échéance			Dépréciat.	Total net 2008
		0 à 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans		
Créances clients et comptes rattachés	10 048	10 048			141	9 907
Autres	39	39				39
Créances fiscales	369	369				369
TOTAL	10 456	10 456			141	10 314
Charges constatées d'avance	24	24				24
TOTAL	10 480	10 480			141	10 339

Les créances clients sont valorisées à leur valeur nominale, l'actualisation n'ayant pas d'impact. Elles sont couvertes par l'assurance crédit. Une dépréciation est pratiquée à hauteur de la quote-part non couverte par l'assurance crédit lorsqu'à l'inventaire il y a un risque de non recouvrement

Au 31 décembre 2009, des créances sont provisionnées pour un montant de 157 K€. Les créances dépréciées concernent principalement les marchés automobile et de la santé qui rencontrent actuellement des difficultés économiques. Le classement par antériorité est le suivant :

Valeur brute	2009	2008
de 0 à 6 mois		179
de 6 à 12 mois	43	
Plus de 12 mois	130	88
Total	173	267

Au 31 décembre 2009, les créances échues mais non dépréciées s'élèvent à 1 591 K€. Le classement par antériorité de ces créances est le suivant :

En K€	2009	2008
de 0 à 6 mois	1 591	2 682
de 6 à 12 mois		
Plus de 12 mois		
Total	1 591	2 682

Les autres créances sont composées principalement :

- de TVA déductible de 130 K€.
- de produits à recevoir pour 198 K€ au titre de la taxe professionnelle.
- de créances sur IS pour 124 K€

Note 11 – Trésorerie et équivalent de trésorerie

Ce poste comprend :

- Des liquidités pour 1 033 K€
- Les valeurs mobilières de placement sont constituées de parts d'OPCVM monétaires dont la volatilité constatée est inférieure à 1% pour 12 561 K€.

Au 31 décembre 2009, la valeur de marché de ces valeurs mobilières de placement correspond à la valeur inscrite au bilan.

Note 12 – Capitaux propres

Tableau d'évolution des actions propres :

Date d'échéance	Nombre de titres	Montant en K€
A l'ouverture au 01/01/2008	1 147	31
Acquisitions de Tharreau Industries SA dans le cadre des programmes de rachat d'actions	2 459	68
- Annulations		
- Ventes	-3 548	-97
A la clôture au 31/12/2008	58	2
A l'ouverture au 01/01/2009	58	2
Acquisitions de Tharreau Industries SA dans le cadre des programmes de rachat d'actions	388	9
- Annulations		
- Ventes	-410	-10
A la clôture au 31/12/2009	36	1

Au 31 décembre 2009, le capital social est composé de 1 328 600 actions de 5.50 € de valeur nominale

Les réserves se composent de la réserve légale pour un montant 779 K€, le report à nouveau et des réserves issues des opérations de consolidation.

Situation nette et Dividendes

La variation de la situation nette est présentée en Section IV 5. Les états financiers sont présentés avant répartition et ne reflètent pas le dividende éventuel qui sera proposé à la prochaine Assemblée Générale des actionnaires.

Note 13 – Actifs et passifs éventuels

La seule garantie consentie par le Groupe concerne la caution mise en place au titre du litige douanier . Il n'existe pas d'actifs et passifs éventuels à mentionner.

Note 14 – Dettes financières

Tous les emprunts et dettes financières à moyen terme sont libellés en euros. Les avances conditionnées et la part financière du retraitement des contrats de location financement sont portées dans ce poste.

en K€	Ouverture 2009	Augmentation	Diminution	Fin 2009
Emprunts auprès des établissements de crédit	2 095		(133)	1 962
Dettes sur location-financements et assimilés	10 456		(1 643)	8 812
Concours bancaires courants	143		(143)	
TOTAL	12 694		-1 919	10 774

en K€	Ouverture 2008	Augmentation	Diminution	Fin 2008
Emprunts auprès des établissements de crédit	2 223		(128)	2 095
Dettes sur location-financements et assimilés	13 982		(3 526)	10 456
Concours bancaires courants	430		(287)	143
TOTAL	16 635		-3 940	12 694

Echéancier des dettes financières :

en K€	Exercice 2009	0 à 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans
Emprunts auprès des établissements de crédit	1 962	138	607	1 217
Dettes sur location-financements et assimilés	8 812	1 378	5 884	1 550
Concours bancaires courants				
TOTAL	10 774	1 516	6 491	2 767

en K€	Exercice 2008	0 à 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans
Emprunts auprès des établissements de crédit	2 095	133	585	1 378
Dettes sur location-financements et assimilés	10 455	1 643	5 810	3 002
Concours bancaires courants	143	143		
TOTAL	12 694	1 919	6 395	4 380

A la date de clôture, le total des paiements minimaux futurs au titre des contrats

de location financement se ventile de la manière suivante :

en K€	Exercice 2009	0 à 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans
Redevances futures à payer au titre des contrats de location financement	9 776	1 673	6 523	1 580
TOTAL	9 776	1 673	6 523	1 580

en K€	Exercice 2008	0 à 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans
Redevances futures à payer au titre des contrats de location financement	11 410	1 634	6 664	3 112
TOTAL	11 410	1 634	6 664	3 112

Il est précisé qu'aucun covenant n'est associé aux dettes financières présentes au passif du bilan.

Note 15– Fournisseurs et autres créditeurs

en K€	31/12/2009	31/12/2008	31/12/2007
Fournisseurs	1 990	1 565	2 097
Personnel et organismes sociaux	1 901	1 659	1 944
Etat	239	291	845
Autres dettes	25	20	7
Produits constatés d'avance	4	3	83
MONTANT NET	4 158	3 539	4 977

Toutes les dettes autres que financières sont à moins d'un an.

Note 16– Provisions

	2008	Dotation	Reprise	2009
Provision	0	2160		2160

La provision constituée correspond au montant du redressement notifié par les services des douanes et contesté.

Note 17– Avantages au personnel

Les provisions pour avantages au personnel concernent les engagements d'indemnités de départs en retraite du personnel de la société mère.

Les principales hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

	2009	2008
Départ à l'initiative du salarié	65 ans	65 ans
Taux d'actualisation retenu (IBOXX)	5,09%	6,28%
Taux de progression des salaires	2%	2%
Taux de charges sociales :		
- Cadres	49%	49%
- Employés	44%	44%
- Autres catégories	45%	45%
Taux de rotation du personnel	9 % dégressif	9 % dégressif

Les hypothèses se rapportant aux taux de mortalité futurs reposent sur des données provenant de statistiques publiées et de données historiques.

Tableau des mouvements :

	2008	Dotation	Reprise	2009
Provision pour pension	292	31		323

Note 18 – Instruments financiers

18.1 – Tableau de réconciliation par classe et par catégorie comptable des instruments financiers :

2009	Actifs évalués à la JV par PL (trading)	Actifs évalués à la JV par PL (Option JV)	Actifs détenus jusqu'à échéance	Actifs dispo. à la vente	Prêt et créance	Passifs au coût amorti	Total de la valeur nette comptable au bilan de la classe	Juste valeur de la classe
Titres de participation cotés							0	
Titres de participation non cotés				3			3	3
Prêt long terme							0	
Autres				10	2 197		2 207	2 207
Total actifs financiers non courants	0	0	0	13	2 197	0	2 210	2 210
Créances clients					8 145		8 145	8 145
Equivalent cash				12 561			12 561	12 561
Obligation convertible							0	
Dettes obligataires							0	
Dettes auprès des établi. de crédit						-1 962	-1 962	-1 962
Dettes financières	0	0	0	0	0	-1 962	-1 962	-1 962
Dettes fournisseurs					-4 158		-4 158	-4 158
Valeur comptable des catégories	0	0	0	12 574	6 185	-1 962	16 797	16 796

2008	Actifs évalués à la JV par PL (trading)	Actifs évalués à la JV par PL (Option JV)	Actifs détenus jusqu'à échéance	Actifs dispo. à la vente	Prêt et créance	Passifs au coût amorti	Total de la valeur nette comptable au bilan de la classe	Juste valeur de la classe
Titres de participation cotés							0	
Titres de participation non cotés				3			3	3
Prêt long terme							0	
Autres				9	9		18	18
Total actifs financiers non courants	0	0	0	12	9	0	21	21
Créances clients					10 339		10 339	10 339
Equivalent cash				6 907			6 907	6 907
Obligation convertible							0	
Dettes obligataires							0	
Dettes auprès des établi. de crédit						-2 238	-2 238	-2 238
Dettes financières	0	0	0	0	0	-2 238	-2 238	-2 238
Dettes fournisseurs					-3 539		-3 539	-3 539
Valeur comptable des catégories	0	0	0	6 919	6 809	-2 238	11 490	11 490

18.2 – Gestion des risques

- **Risque de crédit**

Le risque de crédit représente le risque de perte financière pour le Groupe dans le cas où un client viendrait manquer à ses obligations contractuelles. Le service financier de la maison mère en collaboration avec le service commercial évalue la qualité de crédit des clients sur la base de leur situation financière, des données historiques et d'autres facteurs. Des limites de risques sont fixées sur la base de notations internes et externes. L'utilisation de limites de crédit fait l'objet d'un suivi régulier par la direction. Le Groupe a également souscrit des contrats d'assurance crédit.

- **Risque de liquidité**

Le risque de liquidité correspond au risque que le Groupe éprouve des difficultés à honorer ses dettes lorsque celles-ci arriveront à échéance.

La politique du Groupe consiste à maintenir une base de capital solide, afin de préserver la confiance des investisseurs, des créanciers et du marché et de soutenir le développement futur de l'activité. Le conseil de surveillance veille au niveau des dividendes versés.

	2009	2008
Emprunts	10 774	12 694
Trésorerie	13 594	8 100
Endettement net	-2 820	4 594
Total des capitaux propres	35 113	33 061
Ratio d'endettement net	-8%	14%

L'échéancier des passifs financiers figure en note n°13.

- **Risque de marché**

Risque de taux

Le risque de taux d'intérêt auquel est exposé le Groupe provient des dettes financières qui sont à taux variable.

	2009	2008
Emprunt à taux fixe	8 812	10 456
Emprunt à taux variable	1 962	2 095
Concours bancaires courants	0	143
Total	10 774	12 694

L'emprunt auprès des établissements de crédit est rémunéré à un taux variable indexé sur le celui du Codevi (LDD).

Risque de change

La société Tharreau Industries SA n'est pas significativement exposée au risque de change. Les états financiers de la filiale Tchèque tenus en couronne tchèque sont convertis en euros. Concernant l'activité opérationnelle, les achats et les ventes sont majoritairement réalisés en euros, néanmoins la société effectue un suivi attentif de l'évolution des devises «out» et est toujours en mesure de se couvrir si elle le juge opportun. Ainsi, le Groupe a recours à des contrats de change à terme pour couvrir son risque de change. En 2009, la société a réalisé pour 2010 un achat à terme de 363 000 USD pour l'acquisition de matières premières sur l'exercice 2010.

Note 19– Secteurs opérationnels

THARREAU INDUSTRIES intervient sur un seul secteur opérationnel, la production de non-tissés.

Chiffre d'affaires

Chiffre d'affaires	Exercice 2009		Exercice 2008	
	MONTANT en K€	%	MONTANT en K€	%
France	16 344	36,1%	16 958	33,8%
Europe	25 404	56,1%	29 763	59,2%
Reste du monde	3 529	7,8%	3 521	7,0%
TOTAL	45 277	100%	50 241	100%

Le chiffre d'affaires est constitué à plus de 99% par la vente de produits finis.

Actifs

- Les moyens de production sont concentrés sur un seul site de production en France. L'ensemble des actifs et des passifs concourt indistinctement à la réalisation de l'activité du groupe.

Note 20– Effectifs

Les effectifs se répartissent de la façon suivante :

	31/12/2009	31/12/2008
Cadres	15	15
Techniciens et Agents de maîtrise	17	18
Employés	12	13
Ouvriers	90	94
TOTAL	134	140

Note 21– Droit individuel à la formation

Le nombre d'heures cumulées au 31 décembre 2009 pour le DIF est de 11 152 heures.

Note 22– Parties liées

21.1 – Transactions avec les dirigeants

Le montant des rémunérations perçues par les membres du Directoire et les différents responsables de service se décompose de la manière suivante :

En K€	2009	2008
Salaires et primes	580	574
dont avantages en nature	7	7

22.2 – Transactions avec les filiales

La commercialisation des produits fabriqués par Tharreau Industrie SA est assurée pour une faible partie par ses filiales.

Note 23– Résultat financier

Montants en K€	31/12/2009	31/12/2008
Produits financiers		
Autres produits de participation	6	6
Gains de change	117	97
Autres produits financiers	114	375
Total	237	479
Charges financières		
Dépréciations		
Coût de l'endettement financier brut	(431)	(676)
Pertes de change	(70)	(130)
Autres charges financières	(1)	1
Total	(502)	(805)
Résultat financier	(265)	(325)

La charge d'intérêt concernant l'emprunt bancaire s'est élevée à 87 K€ en 2009.

Note 24– Impôts sur les résultats et impôts différés

24.1 - Charges d'impôts

Montants en K€	2009	2008
Impôt exigible	666	1 361
Charges (produits) d'impôts différés	(167)	220
Impôts sur les résultats	499	1 581

24.2 - Justification de l'impôt

Montants en K€	2009	2008
Résultat des sociétés intégrées	2 052	3 567
Charge d'impôt sur le résultat consolidé	499	1 581
= Résultat consolidé avant impôt	2 550	5 148
Impôt théorique calculé au taux de 34.43 %	878	1 772

Montants en K€	2009	2008
Impôt sur les résultats fiscaux français	666	1 361
Impôts portés en réserves		-1
Impôt à l'étranger		
Impôts différés	-167	221
Charge d'impôt sur le résultat consolidé	499	1 581
Effets de la différence permanente entre résultat consolidé et résultats sociaux	344	171
Taxation de résultats de sociétés étrangères à des taux différents		
Incidence des écarts de taux	26	27
Impôts différés actif sur filiale étrangère non constatés	-1	-6
Autres (correction écart base taxable)	11	
Impôt théorique	878	1 772
Ecart justifié	379	-191

Les 344 K€ sont liés principalement à des crédits d'impôts.

24.3 - Impôts différés

Montants en K€	2009	2008	Variation ayant un impact sur le résultat
Impôts différés actifs			
Liés à des différences temporaires	240	183	
Liés à la provision pour départ à la retraite	111	101	
Autres impôts différés			
Total des impôts différés actifs	351	284	67
Impôts différés passifs			
Liés à des différences temporaires			
Amortissement dérogatoire	905	863	
Autres provisions réglementées			
Juste Valeur des immos et activation des locations	1 810	1 951	
Autres impôts différés			
Total des impôts différés passifs	2 714	2 814	99
TOTAL	-2 364	-2 530	167

Note 25– Charges externes

En K€	2009	2008
Transport	2 929	3 292
Entretiens et réparations	749	1 181
Primes d'assurance	364	379
Sous traitance	367	358
Déplacement, missions, receptions	276	349
Rémunération d'intermédiaires / Honoraires	326	261
Autres	192	225
TOTAL	5 203	6 045

Note 26– Amortissements et provisions

En K€	2009	2008
DOTATIONS	-3 382	-3 494
Immobilisations incorporelles	-26	-27
Immobilisations corporelles	-1 063	-1 131
Immobilisations locations financements	-2 263	-2 263
Provisions sur autres actifs circulants	-30	-73
Provisions pour risques et charges		
REPRISES	0	81
Provisions sur autres actifs circulants	0	81
TOTAL	-3 381	-3 413

Note 27– Charges de personnel

En K€	2009	2008
Rémunération du personnel	4 937	4 782
Charges sociales	1 912	1 894
Participation des salariés	366	302
Personnel extérieur	352	680
Total	7 566	7 659

Note 28- Recherche et développement

Les charges directement affectables à l'activité de recherche et développement s'élèvent à 681 K€.

DECLARATION DES PERSONNES ASSUMANT LA RESPONSABILITE DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent Rapport financier Annuel sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des sociétés comprises dans la consolidation, et le rapport de gestion présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la Société et de l'ensemble des sociétés comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Le Président du Directoire,
Michel THARREAU

THARREAU INDUSTRIES

Société Anonyme à directoire et conseil de surveillance
au capital de 7 307 300 €
Siège social : Z.I. de la Pierre Blanche 49120 CHEMILLÉ
301 765 798 RCS ANGERS

DESCRIPTIF DU PROGRAMME DE RACHAT D' ACTIONS

Conformément aux dispositions de l'article 241-2 du règlement général de l'AMF ainsi que du règlement européen n° 2273/2003 du 22 décembre 2003, le présent descriptif a pour objectif de décrire les finalités et les modalités du programme de rachat de ses propres actions par la société. Ce programme sera soumis à l'autorisation de l'assemblée générale du 25 juin 2010.

1. Répartition par objectifs des titres de capital détenus arrêtée à la date du 29 avril 2010 :

Nombre de titres détenus de manière directe et indirecte : 84 actions, représentant 0,01 % du capital de la société.

2. Nombre de titres détenus répartis par objectifs :

- Annulation : 0
- Animation du cours par l'intermédiaire d'un contrat de liquidité AMAFI : 84
- Opérations de croissance externe : 0
- Couverture d'options d'achat d'actions ou autre système d'actionnariat des salariés : 0

3. Nouveau programme de rachat d'actions

- *Autorisation du programme* : assemblée générale du 25 juin 2010
- *Titres concernés* : actions ordinaires
- *Part maximale du capital dont le rachat est autorisé* : 5 % du capital (soit 66 430 actions à ce jour), étant précisé que cette limite s'apprécie à la date des rachats afin de tenir compte des éventuelles opérations d'augmentation ou de réduction de capital pouvant intervenir pendant la durée du programme. le nombre d'actions pris en compte pour le calcul de cette limite correspond au nombre d'actions achetées, déduction faite du nombre d'actions revendues pendant la durée du programme dans le cadre de l'objectif de liquidité.

La société ne pouvant détenir plus de 10 % de son capital, compte tenu du nombre d'actions déjà détenues s'élevant à 84 (soit 0,01 % du capital), le nombre maximum d'actions pouvant être achetées sera de 66 346 actions (soit 4,99 % du capital) sauf à céder ou à annuler les titres déjà détenus.

- *Prix maximum d'achat* : 25,00 €
- *Montant maximal du programme* : 1 658 650 €

- **Modalités des rachats :** les achats, cessions et transferts pourront être réalisés par tous moyens sur le marché ou de gré à gré, y compris par opérations sur blocs de titres, étant précisé que la résolution proposée au vote des actionnaires ne limite pas la part du programme pouvant être réalisée par achat de blocs de titres.

Ces opérations pourront notamment être effectuées en période d'offre publique dans le respect de l'article 232-15 du règlement général de l'AMF si d'une part, l'offre est réglée intégralement en numéraire et d'autre part, les opérations de rachat sont réalisées dans le cadre de la poursuite de l'exécution du programme en cours et qu'elles ne sont pas susceptibles de faire échouer l'offre. Ces opérations pourront notamment être effectuées en période d'offre publique dans le respect de la réglementation en vigueur.

- **Objectifs :**

- Procéder à l'annulation des actions acquises, sous réserve de l'autorisation conférée par l'assemblée générale des actionnaires,
- Assurer l'animation du marché par l'intermédiaire d'un prestataire de service d'investissement au travers d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie de l'AMAFI admise par l'AMF,
- Conserver les actions achetées et les remettre ultérieurement à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe, étant précisé que les actions acquises à cet effet ne peuvent excéder 5 % du capital de la société,
- Assurer la couverture de plans d'options d'achat d'actions et autres formes d'allocation d'actions à des salariés et/ou des mandataires sociaux du groupe ; notamment au titre de la participation aux résultats de l'entreprise, au titre d'un PEE ou par attribution gratuite d'actions.

- **Durée de programme :** 18 mois à compter de l'assemblée générale du 25 juin 2010, soit jusqu'au 24 décembre 2011.

Cette publication est disponible sur le site de la société (www.tharreau-industries.com), rubrique informations financières.

Pour toute information : Alain MOLIS, tél. 02.41.71.55.50., alain.molis@tharreau-industries.com.

THARREAU INDUSTRIES

Société Anonyme à directoire et conseil de surveillance
au capital de 7 307 300 €
Siège social : Z.I. de la Pierre Blanche 49120 CHEMILLÉ
301 765 798 RCS ANGERS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE ORDINAIRE ANNUELLE ET EXTRAORDINAIRE EN DATE DU 25 JUIN 2010

RAPPORT ANNUEL DU PRÉSIDENT DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

Chers actionnaires,

La loi fait obligation au Président du conseil de surveillance des sociétés anonymes dont les titres sont admis aux négociations sur un marché réglementé (Euronext Paris) de rendre compte, dans un rapport joint à celui du conseil :

- de la composition, des conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil, des éventuelles limitations apportées aux pouvoirs du directeur général, des références faites à un code de gouvernement d'entreprise et des modalités particulières relatives à la participation des actionnaires à l'assemblée générale ;
- des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place par la société.

Ce rapport précise également les principes et règles arrêtés pour déterminer les rémunérations et avantages de toute nature accordés aux mandataires sociaux et les éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique.

Le présent rapport a été soumis à l'approbation du conseil de surveillance le 29 avril 2010 et transmis aux commissaires aux comptes.

I - LA GOUVERNANCE D'ENTREPRISE

En matière de code de gouvernement d'entreprise, notre société se référait jusqu'à présent au code de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées AFEP-MEDEF de décembre 2008.

Lors de sa réunion du 29 avril 2010, le Conseil de surveillance a décidé de se référer désormais au « Code de gouvernement d'entreprise pour les valeurs moyennes et petites » édité par MiddleNext en décembre 2009 (ci-après le "**Code de Référence**"), estimant qu'il est plus adapté à la taille de la société et à ses caractéristiques propres, notamment en raison de l'existence d'un actionnariat de référence majoritaire et d'une direction de l'entreprise assurée par les représentants de cet actionnariat.

A cette occasion le conseil de surveillance a pris connaissance des dispositions du Code de Référence, et notamment de ses points de vigilance.

Il est précisé qu'aucune disposition du Code de Référence n'est écartée par la société.

1. Le conseil de surveillance

1.1 La composition du conseil

Le conseil est composé de six membres, tous de nationalité française :

- Paul SALMON, président, âgé de 66 ans, possédant 200 actions de la société.
- Jean-Claude BOUSSION, vice-président, âgé de 74 ans, possédant 200 actions de la société.
- Jean-Luc GRIMONPONT, âgé de 57 ans, possédant 200 actions de la société.
- Michel FLEUR, âgé de 56 ans, possédant 200 actions de la société.
- La société AZULIS CAPITAL, dont le représentant permanent est Monsieur Yann COLLIGNON, âgé de 53 ans, possédant 1 action de la société.

- Paul MAZARS, âgé de 65 ans, possédant 1 action de la société.

Tous les membres du conseil sont considérés comme indépendants conformément à la définition donnée par le Code de référence.

En outre, d'une façon générale, à la connaissance de la société, au jour de l'établissement du présent rapport, il n'existe aucun conflit d'intérêt entre les devoirs de chacun des membres du conseil vis à vis de la société et leurs intérêts privés ou autres devoirs.

1.2. Le cumul des mandats

Le tableau ci-annexé indique précisément les dates de début et d'expiration du mandat de chaque membre du conseil de surveillance, et mentionne pour chacun d'eux la liste des mandats et fonctions exercés dans d'autres sociétés.

1.3 Les conditions de préparation des travaux du conseil

Pour permettre aux membres du conseil de préparer utilement les réunions, le Président s'efforce de leur communiquer toutes informations ou documents nécessaires préalablement.

Les comptes annuels, arrêtés par le directoire ainsi que le projet de rapport ont été transmis aux membres du conseil de surveillance 10 jours avant leur réunion appelée à les examiner.

Chaque fois qu'un membre du conseil en a fait la demande, le Président lui a communiqué dans la mesure du possible, les informations et documents complémentaires qu'il désirait recevoir.

Les délégués du comité d'entreprise ont bénéficié dans les mêmes délais, des mêmes informations que les membres du conseil.

1.4 La tenue des réunions du conseil

Les convocations ont été faites par écrit 30 jours au moins à l'avance.

Le conseil s'est réuni 5 fois depuis au cours de l'année 2009. Les réunions se sont tenues au siège social.

Sur cette période, plus des deux tiers des membres ont assisté aux réunions du conseil.

Les délégués du comité d'entreprise ont été convoqués à toutes les réunions du conseil. Ils y ont assisté régulièrement.

Les commissaires aux comptes ont été convoqués aux réunions du conseil de surveillance portant sur l'examen des comptes annuels et des comptes semestriels, et y ont effectivement participé.

1.5 Le règlement intérieur du conseil

Le conseil a adopté un règlement intérieur dont le contenu est disponible sur le site Internet de la société.

2. Principes et règles de détermination des rémunérations des mandataires sociaux

2.1 Rémunération des membres du conseil (jetons de présence)

L'assemblée générale du 17 juin 2005 a fixé le montant global des jetons de présence pour l'exercice en cours et les exercices suivants, et ce jusqu'à décision contraire.

Le conseil répartit lesdits jetons uniformément entre ses membres.

2.2 Rémunération des mandataires

Le conseil arrête la politique de rémunération des membres du directoire et les rémunérations de chacun d'eux.

Il se réfère également aux recommandations de l'AMF en la matière et au Code de référence.

2.2.1 Rémunérations fixes et variables

Elle est déterminée non seulement en fonction du travail effectué, des résultats obtenus, de la responsabilité assumée mais encore au regard des pratiques observées dans les entreprises comparables et des rémunérations des autres dirigeants de l'entreprise.

En application de ces principes, le Président du directoire perçoit une rémunération fixe et peut prétendre à une rémunération variable, si des critères de performance prédéfinis au niveau de la société sont atteints.

Le deuxième membre du directoire perçoit quant à lui une rémunération fixe.

2.2.2 *Stock options et attribution gratuite d'actions*

Aucun mandataire social ne bénéficie de stocks options ou d'attribution gratuite d'actions.

2.2.3 *Indemnités, avantages et rémunérations accordés aux mandataires à raison de la cessation ou du changement de leurs fonctions*

Aucun engagement de cette nature n'a été pris par la société vis-à-vis d'un de ses mandataires sociaux.

2.2.4 *Retraites*

Aucun engagement de retraite supplémentaire à cotisations définies ou à prestations définies n'a été pris par la société vis-à-vis d'un de ses mandataires sociaux.

2.2.5 *Avantages en nature*

Les membres du directoire bénéficient chacun d'un avantage en nature consistant en la mise à leur disposition d'un véhicule de fonction.

3. Participation des actionnaires à l'Assemblée Générale

Les modalités de participation des actionnaires aux assemblées générales figurent à l'article 15 des statuts.

Il est justifié du droit de participer aux assemblées générales par l'enregistrement comptable des titres au nom de l'actionnaire ou de l'intermédiaire inscrit pour son compte au troisième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris (i) soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la société, (ii) soit dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité.

L'inscription ou l'enregistrement comptable des titres au porteur est constaté par une attestation de participation délivrée par l'intermédiaire habilité.

A défaut d'assister personnellement à l'assemblée, les actionnaires peuvent choisir entre l'une des trois formules suivantes : (i) donner une procuration à leur conjoint ou à un autre actionnaire ; (ii) adresser une procuration à la société sans indication de mandat ; (iii) voter par correspondance.

Les demandes d'inscription de projets de résolutions à l'ordre du jour par les actionnaires doivent être envoyées au siège social, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, au plus tard vingt-cinq jours avant la tenue de l'assemblée générale.

4. Éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique

Ces éléments sont exposés dans le rapport du directoire.

II- LES PROCEDURES DE CONTRÔLE INTERNE ET DE GESTION DES RISQUES

1. Objectif du contrôle interne

Le contrôle interne est un processus mis en œuvre par le Conseil de surveillance, les dirigeants et le personnel d'une organisation. Il est destiné à fournir une assurance raisonnable quant à la réalisation des objectifs suivants :

- La réalisation et l'optimisation des opérations,
- La fiabilité des informations financières,
- La conformité aux lois et réglementations en vigueur.

2. Présentation de l'organisation générale des procédures de contrôle interne

Les activités de contrôle peuvent se définir comme l'application des normes et procédures qui contribuent à la mise en œuvre des orientations de la Direction Générale.

Les activités de contrôle sont effectuées au niveau de chaque direction opérationnelle qui, par la sensibilisation du personnel, constitue la base du contrôle interne.

Le manuel de procédures, mis en place dans le cadre de la Certification ISO 9001 est un des points importants du contrôle interne. A ce titre en 2009, a eu lieu un audit de suivi qui a conclu au passage à la certification ISO 9001-2008.

L'entreprise tient une revue de Direction au moins une fois par an. Pour l'exercice 2009, elle s'est réalisée le 12 Juin. La revue de Direction regroupe la Direction Générale, la Direction Administrative et Financière, la Direction Commerciale et Marketing, la Direction de Production et les responsables Maintenance/Travaux neufs, Achats, Développement Produits et Qualité.

La finalité de cette réunion est :

- De revoir l'état du système de management de la qualité à travers les résultats des audits internes, des audits clients, des réclamations clients, des différents changements en-cours et d'améliorer le plan d'action qualité.
- De décider des changements à entreprendre susceptibles d'améliorer l'efficacité du système de management de la qualité.

A ce titre, les revues de Direction sont complétées par des réunions du Comité de pilotage. Ce Comité qui regroupe les fonctions Direction Générale, Commerciale, Production, Qualité, Développement, Achats, Informatique, Maintenance/Travaux neufs, finances et Ressources Humaines se réunit, en général, une fois par mois.

Son rôle est d'analyser les tableaux de bord, de préconiser des actions concernant les différents points abordés, de fixer des objectifs d'amélioration, de constater de leur réalisation et de leur efficacité.

De plus, cette réunion a pour mission de définir, planifier les objectifs conformément à la Politique Qualité, de suivre les actions et de les valider.

Des outils de reporting, informatiques et des réunions formelles et informelles viennent compléter le dispositif de contrôle interne.

L'information financière et comptable (sociale et consolidée) destinée aux actionnaires est communiquée par l'information financière mise en ligne sur le site internet de la société, la réalisation du rapport annuel et les parutions dans la presse. L'ensemble de ces informations est transmis aux Commissaires aux Comptes pour certification ou information en fonction des documents concernés.

3. Description des procédures de contrôle interne mises en place

3.1 Principales procédures de contrôle interne

Les principales procédures sont regroupées dans le Manuel Qualité qui comprend 2 processus de réalisation :

- Processus Production
- Processus Conception et Développement Produit

Ils sont accompagnés par les 5 processus de support :

- Maîtrise des Achats / Approvisionnements et Transports
- Maintenance préventive / curative et Travaux neufs
- Maîtrise des développements informatiques
- Management des Ressources Humaines
- Assurance Qualité Produit et Système

L'ensemble est managé par 2 processus de management :

- Management de l'entreprise
- Management du Développement Commercial

Les processus de réalisation recouvrent toutes les activités opérationnelles et sont régis par des procédures et instructions spécifiques.

Le premier d'entre eux est le processus Production (Réalisation d'une commande Série), qui couvre toutes les activités de fabrication et de validation du produit fini. La maîtrise du produit fini passe notamment par la bonne maîtrise des différents statuts qualité régis par la procédure d'orientation et d'identification des matières et produits finis, et la gestion des produits non conformes.

L'autre Processus de réalisation est le processus Développement. L'activité principale du processus Développement est la préparation et la conduite des essais. Tous les produits d'essais suivent le même processus d'identification, d'enregistrement et de valorisation que les autres articles.

Les processus de support recouvrent toutes les activités indispensables au bon fonctionnement des processus de réalisation.

Le processus Achats concerne la recherche et le choix de sources d'approvisionnement au meilleur coût. Toutes les matières premières comme les produits finis font l'objet d'une identification permettant une traçabilité des entrées et sorties de stock.

Le processus de Maintenance régit principalement les maintenances préventives et curatives. Il est supporté par un outil de GEAO permettant de maîtriser les interventions par machine et notamment de maîtriser le stock de pièces de rechange machine ; plus particulièrement en effectuant un suivi des pièces communes et des pièces propres à chaque groupe de production. Ce processus prend aussi en compte la partie "Travaux Neufs", réalisation des investissements, décidés par la Direction Générale, nécessaires au développement de la production.

Le processus Informatique permet de centraliser toute la maîtrise des outils de gestion informatique et leur évolution.

Le processus Ressources Humaines a pour objectif de mettre à disposition des différents processus les compétences nécessaires à leur fonctionnement.

Le processus de management de la Qualité a pour mission la maîtrise du système Qualité qui s'obtient notamment par la maîtrise de la documentation interne régissant tous les processus et le respect des procédures, par l'examen périodique des processus sous forme d'audits internes et externes et leurs plans d'actions associés.

Le responsable Qualité et le pilote de chaque processus désigné par la Direction provoquent une revue de processus au moins une fois tous les 3 ans. Elle a pour but d'examiner toutes les données d'entrée, leur traitement, les données de sortie du processus, d'évaluer la performance du processus et d'engager les actions d'amélioration nécessaires.

Le programme des Revues de Processus est arrêté lors d'une réunion Mensuelle Direction par le Responsable Qualité et la Direction Générale. Les résultats sont communiqués à la Direction Générale, aux Directions Opérationnelles et aux Responsables de Services. Ces Revues de Processus sont planifiées par le Responsable Qualité et réalisés par des auditeurs internes/externes ayant suivi une formation spécifique. Pour l'exercice 2009, quatre audits ont été effectués.

Les processus de Management

Le premier des Processus est le Processus de Management de l'entreprise. Celui-ci est présidé par la Direction Générale et a pour but le bon fonctionnement de l'entreprise et le suivi de la réalisation des objectifs qui sont donnés annuellement à chaque responsable de service. Une fois par an, comme expliqué auparavant, une Revue de Direction a lieu dans le but de valider l'avancement global de l'entreprise par rapport aux objectifs de ce processus.

Le deuxième est le processus Développement Commercial qui a pour but le développement commercial de l'entreprise par la recherche de nouveaux clients/marchés ainsi que la promotion des produits chez les clients et dans les différents salons auxquels participent les Responsables de marché avec la Direction.

Liste des mandats et fonctions exercées par les mandataires sociaux au 31 décembre 2009

Nom	Mandat dans la société	Date de nomination ou de renouvellement	Date de fin de mandat	Autres fonctions dans la société	Mandats et / ou fonctions dans une autre société (groupe et hors groupe)
Michel THARREAU	Président du Directoire	CS du 22/12/2006	30/12/2012	-	- Gérant de FITEXA - PCA de FINTA TECHNOLOGIES SA
Alain MOLIS	Membre du Directoire	CS du 22/12/2006	30/12/2012	Directeur adm. et financier	-
Paul SALMON	Membre et président du Conseil de surveillance	AGO du 23/06/2006	AGOA 2012	-	- Adm. de FINTA TECHNOLOGIES SA - Gérant du GFA Les 4 Ferrures Chinon
Jean-Claude BOUSSION	membre et vice-président du Conseil de surveillance	AGO du 23/06/2006	AGOA 2012	-	-
Michel FLEUR	Membre du Conseil de surveillance	AGO du 18/06/2004	AGOA 2010	-	- Adm. de FINTA TECHNOLOGIES SA - P-DG des CELLIERS DU PRIEURE SA - P-DG de AUBERT FRERES - Adm. de la SICA LES VIGNERONS DU MILON - Gérant de la société M.F.C.G. - Président du GIE VALENTIN FLEUR
Jean-Luc GRIMONPONT	Membre du Conseil de surveillance	AGO du 18/06/2004	AGOA 2010	-	- Président Directeur général de DIOT SA - Gérant de DECO ANJOU TRADING - Gérant de la SCI BOISNET 38 - Gérant de la SCI INDUSTRIES 34 - Gérant de OUEST DECOR
Yann COLLIGNON (représentant permanent de AZULIS CAPITAL)	Membre du Conseil de surveillance	AGO du 23/06/2006	AGOA 2012	-	- Membre du CS EC PARTICIPATIONS SA - Membre du CS NUMAFI SAS - Membre du Comité Stratégique de VALORITY SAS - RP de AZULIS CAPITAL, adm. de FINTA TECHNOLOGIES SA - RP de AZULIS CAPITAL, membre du CS de STAR'S SERVICE SA - RP de AZULIS CAPITAL, membre du CS de ENERGIE RENOUVELABLE GEOTHERMIQUE SAS
Paul MAZARS	Membre du Conseil de surveillance	AGO du 05/06/2009	AGOA 2015	-	- P-DG de EURODEC SA - Président de CHIMIOTECHNIC HOLDING - Président de CHIMIOTECHNIC INDUSTRIE - Président de CHIMIOTECHNIC VENISSIEUX - Président de LABORATOIRE GARCIN BACTINYL - Président de MEYLAN 10 - Président de COGECO WASHINGTON - Gérant de la SARL SRAZAM

THARREAU INDUSTRIES

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance
au capital de 7 307 300 €
Siège social : Z.I. de la Pierre Blanche 49120 CHEMILLÉ
301 765 798 RCS ANGERS

RAPPORT DE GESTION

Établi en application de l'article 222-3 du Règlement Général de l'AMF

L'activité du groupe consolidé

■

Le périmètre de consolidation comprend les sociétés suivantes :

➤ THARREAU INDUSTRIES SA,

➤ THARREAU INDUSTRIES Česká republika s.r.o., société de droit tchèque dont le siège social est à PRAGUE , PRAHA 3 Zizkov, Roháčova 188/37, et dont la totalité du capital est détenue par la société THARREAU INDUSTRIES SA,

➤ FITEXA, dont le siège social est à PARIS (75002), 81 rue Réaumur, et dont la totalité du capital est détenue par la société THARREAU INDUSTRIES SA.

Situation de l'ensemble constitué par les sociétés comprises dans la consolidation

Le chiffre d'affaires de l'exercice 2009 s'élève à 45 276 912 € contre 50 241 044 € par rapport à l'exercice précédent, en baisse de près de 10 %. La part export représente 64 % du chiffre d'affaires total, contre 66 % au titre de l'exercice précédent.

Le résultat opérationnel est de 2 815 258 € contre 5 247 237 €, en baisse de 48 %. Le bénéfice net consolidé s'établit à 2 051 683 € contre 3 566 909 € en 2008, en baisse de 42,48 %. Ce résultat est impacté par la provision constituée suite à la notification des services des douanes.

La différence entre le résultat net consolidé et celui de la société THARREAU INDUSTRIES SA (135 367 € en faveur des comptes sociaux) provient principalement des retraitements des immobilisations financées en crédits-bails et locations financières suivant les normes IFRS.

Nous vous demanderons d'approuver ces comptes.

Commentaires sur l'activité globale du groupe au cours de l'exercice écoulé

Après avoir connu un début d'année difficile lié à la crise économique, les mesures prises pour le secteur automobile, notamment la « prime à la casse », ont limité la baisse du chiffre d'affaires à 9,9 %.

Les capitaux propres continuent de s'améliorer à 35 112 615 € contre 33 060 587 € au 31 décembre 2008.

Le montant de l'endettement financier net présente un solde positif de 2 817 K€.

La trésorerie à la fin de l'exercice est de 13 594 K€ contre 7 957 K€ au 31 décembre 2008. Cette amélioration résulte de la décision de ne pas avoir distribué de dividendes au titre de l'exercice 2008 et de l'optimisation du besoin en fond de roulement.

La société s'est vu notifier les conclusions de l'enquête douanière concernant les importations de fibres hors Europe. Après examen de celles-ci, la société a saisi la Commission Contentieuse des Enquêtes Douanières, et a constitué une provision égale aux droits réclamés, soit 2 160 K€.

L'activité de la société THARREAU INDUSTRIES SA

Activité et résultats de la société au cours de l'exercice écoulé

La société THARREAU INDUSTRIES dont nous vous demandons d'approuver les comptes sociaux a réalisé un chiffre d'affaires de 44 835 642 €, contre 49 574 746 € pour l'exercice précédent, et un résultat de 2 187 050 € contre 3 308 562 € pour l'exercice précédent, après décompte des opérations et sommes suivantes :

• dotation aux amortissements		1 302 415 €
• dotation nette des reprises de provisions		2 292 569 €
- dotation brute :	2 752 773 €	
- reprise :	460 204 €	
• participation des salariés		366 349 €
• impôt sur les sociétés		636 086 €

Le résultat financier est positif de 59 607 € contre 176 634 € pour l'exercice précédent.

LE RESULTAT EXCEPTIONNEL EST DE -2 258 341 € CONTRE -26 605 € POUR L'EXERCICE PRECEDENT. CE RESULTAT EXCEPTIONNEL SE DECOMPOSE AINSI :

• Provisions réglementées	- 122 428 €
• Quote-part subventions d'investissements	24 386 €
• Autres (litige douanier)	-2 160 299 €

Résultat exceptionnel - 2 258 341 €

Commentaires sur l'activité de la société au cours de l'exercice écoulé

Les commentaires sur l'activité de la société sont identiques à ceux du Groupe.

Le capital de la société

L'actionnariat de la société

Nous vous signalons l'identité des personnes détenant directement ou indirectement, au 31 décembre 2009, à la connaissance de la société, plus de 5 %, de 10 %, de 15 %, de 20 %, du quart, du tiers, de la moitié, des deux tiers, de 90 % ou de 95 % du capital social ou des droits de vote aux assemblées générales :

Seuils	Actions	Droits de vote
Détenant plus de 5 %	NÉANT	Louis-Paul THARREAU
Détenant plus de 10 %	Louis-Paul THARREAU	NÉANT
Détenant plus de 15 %	NÉANT	NÉANT
Détenant plus de 20 %	NÉANT	NÉANT
Détenant plus du quart	NÉANT	NÉANT
Détenant plus du tiers	NÉANT	NÉANT
Détenant plus de la moitié	NÉANT	NÉANT
Détenant plus des deux tiers	FINTA Technologies Michel THARREAU*	NÉANT
Détenant plus de 90 %		FINTA Technologies Michel THARREAU*
Détenant plus de 95 %	NÉANT	NÉANT

* indirectement par le contrôle de FINTA Technologies.

Cette liste n'a connu aucune modification au cours de l'exercice écoulé.

Les actions d'autocontrôle

Aucune société contrôlée par la société THARREAU INDUSTRIES ne détient une quelconque quotité du capital de celle-ci.

Avis de détention et aliénation de participation croisée

Au cours de l'exercice dont nous vous demandons d'approuver les comptes, aucune participation détenue par la société THARREAU INDUSTRIES n'a été cédée.

Éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique

En application de l'article L. 225-100-3 du Code de commerce, nous vous précisons ci-après les éléments susceptibles d'avoir une incidence en matière d'offre publique :

- **La structure du capital ainsi que les participations directes ou indirectes connues de la société et toutes informations en la matière sont décrites aux paragraphes 0 à 0 ci-dessus.**
- **Il n'existe pas de restriction statutaire à l'exercice des droits de vote.**
- **A la connaissance de la société, il n'existe pas de pactes et autres engagements signés entre actionnaires.**
- **Il n'a été conclu aucun engagement de conservation des titres de la société dans le cadre des dispositions fiscales de faveur instituées par la loi dite "Loi Dutreil" du 1^{er} août 2003.**
- **Il n'existe pas de titre comportant des droits de contrôle spéciaux.**
- **Il n'existe pas de mécanismes de contrôle prévus dans un éventuel système d'actionnariat du personnel avec des droits de contrôle qui ne sont pas exercés par ce dernier.**
- **Les règles de nomination et de révocation des membres du Directoire et du Conseil de surveillance sont les règles légales et statutaires (articles 13 et 14 des statuts de la société).**
- **La modification des statuts de notre société se fait conformément aux dispositions légales et réglementaires.**
- **Il n'existe pas d'accord conclu par la société qui serait modifié ou prendrait fin en cas de changement de contrôle de la société.**
- **Il n'existe pas d'accords particuliers prévoyant des indemnités en cas de cessation des fonctions de membres du Directoire.**

Nombre d'actions propres achetées et vendues par la société au cours de l'exercice

Dans le cadre d'un programme de rachat d'actions, la Société a procédé entre la date d'ouverture et de clôture du dernier exercice, aux opérations d'achat et de vente d'actions propres, comme suit :

-	Nombre d'actions achetées :	388
	Cours moyen des achats :	24,23 €
■		
-	Nombre d'actions vendues :	410
	Cours moyen des ventes :	24,64 €
■		
-	Nombre d'actions inscrites à la clôture de l'exercice :	36
	Valeur évaluée au cours d'achat :	22,70 €
	Valeur nominale :	5,50 €

Motifs des acquisitions	% du capital	Volume d'actions utilisées
Animation du cours	100	0
Actionnariat salarié	0	0
Valeurs mobilières donnant droit à l'attribution d'actions gratuites	0	0
Opérations de croissance externe	0	0
Annulation	0	0

Les actions détenues par la société n'ont fait l'objet d'aucune réallocation à d'autres finalités depuis la dernière autorisation consentie par l'assemblée générale.

DELEGATIONS EN MATIERE D'AUGMENTATION DE CAPITAL

Est joint au présent rapport le tableau récapitulatif des délégations de compétence et de pouvoirs accordées par l'assemblée générale au Conseil d'administration dans le domaine des augmentations de capital, par application des articles L. 225-129-1 et L. 225-129-2.

Tableau récapitulatif des délégations en matière d'augmentation de capital en cours de validité

En euros	Date de l'AGE	Date d'expiration de la délégation	Montant autorisé de l'augmentation de capital	Augmentation(s) réalisée(s) les années précédentes	Augmentation(s) réalisée(s) au cours de l'exercice	Montant résiduel au jour de l'établissement du présent tableau
Néant						

